

Covid-19

Ayons une attitude responsable

Restons chez nous et appliquons les consignes données par le gouvernement. **La rédaction**

MALI

587

www.malikile.com

L'information est l'oxygène des temps modernes

VENDREDI 17 AVRIL 2020

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



IBK

La mystérieuse adresse à la nation



Covid-19 : Le lourd tribut payé par les élus lors du premier tour des municipales en France



Crise alimentaire : L'Appel de détresse de Boubou Cissé



**LIBÉREZ
L'HONORABLE
SOUMAÏLA
CISSE!**

ENSEMBLE NOUS POUVONS !

Une	IBK: La mystérieuse adresse à la nation	P.4
Brèves	Décès du général Niamé Keïta Pose définitivement le képi de flic exemplaire! Solidarité nationale contre le Coronavirus : Les compagnies minières Resolute, Barrick, B2Gold, AngloGold contribuent pour 3. 059.000 USD Mali : Plus de 100 soldats espagnols ont été rapatriés en raison de la pandémie de coronavirus. Législatives et coronavirus : L'Alliance RPM-MPM-Adema équipe les mosquées de la CII en kits sanitaires En Un Mot : Des cas suspects "cachés" Suite à un accrochage avec les Fama : Trois assaillants mis hors de combat dans le secteur de Hombori Gao : Le Commandant des Théâtres des Opérations "Maliko" rend visite aux troupes à Tessit 2è tour des législatives à Kolondièba : Duel en perspective entre Mariko et Konaté !	P.11 P.11 P.12 P.12 P.12 P.13 P.13 P.13
Actualité	Observance des gestes barrières anti Covid-19 : Et du côté du citoyen malien ? Projet «formation à distance» : Obligation d'une volonté politique et de dispositions pédagogiques Enlèvement de l'honorable Soumaïla Cissé : Manifestation à Bamako pour demander sa libération L'hommage de Me Alassane Aldior DIOP à Me Abdoulaye Garba Tapo : L'ami sympathique des étudiants	P.14 P.15 P.17 P.18
Politique	Crise alimentaire : L'Appel de détresse de Boubou Cissé Déclaration de la Plateforme Anw Ko Mali Dron relative à la préparation de l'élection des députés dans les régions de Taoudéni, Ménaka et dans les cercles d'Almoustrat et Achibogho Deuxième tour des élections législatives 2020 au Mali : Des batailles féroces en vue Maintien du second tour des législatives au Mali : Malgré les critiques	P.20 P.22 P.23 P.24
Culture & société	Aliou Coulibaly alias Faladiè Papis, grand Féticheur au Mali : « Le coronavirus existe... et nous, en tant que féticheurs, nous devons donner de bons conseils »	P.25
International	Covid-19 au Sahel : Les remèdes pires que le mal? Report du sommet Afrique-France : Pourquoi il ne faut pas «tuer» la ville durable Covid-19 : Le lourd tribut payé par les élus lors du premier tour des municipales en France	P.27 P.29 P.31
Sport	Championnats : Quelles dates de reprise ?	P.34

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte



IBK : La mystérieuse adresse à la nation

Le quotidien numérique MALIKILE n'est pas un journal satirique. Mais il n'est pas insensible à ce style journalistique surtout si un texte procède d'une analyse de fond qui colle à l'actualité ou si une image croque cette actualité. D'ailleurs notre caricaturiste-maison Baffa le fait assez souvent.

Aujourd'hui la Rédaction décide de publier à sa UNE un pastiche de l'adresse à la nation du 10 avril 2020 du Président IBK.



Mes chers compatriotes, Respectés hôtes du Mali,

Ne pouvant plus voyager depuis plusieurs semaines, en raison des fermetures de frontières des pays disposant de palaces pour m'accueillir et ne pouvant plus m'offrir le plaisir d'empiettes pour dépenser mes maigres frais de mission, je m'adresse à vous pour la troisième fois ce 10 avril 2020 au sujet du Coronélection. Les fois précédentes, en particulier le 17 mars dernier, quand nous tenions un Conseil National Extraordinaire de guerre avec pour seul ordre du jour, la terrible pandémie, notre pays n'enregistrait encore aucun cas. Il cherchait alors à anticiper, à prendre les devants, à prévenir le mal. Aujourd'hui, le virus tant redouté est dans nos murs. La bonne nouvelle, certes, est que cer-

tains d'entre nous en ont déjà été guéris. La mauvaise nouvelle, cependant, est que je ne peux plus voyager. Même pour aller soigner une méchante toux chez le professeur Raoult.

Maliennes, maliens, le mal est chez nous, nous devons serrer les rangs, unis et mobilisés à tout instant. C'est le sens de mon appel au vote du dimanche 19 avril. Nous devons tenir cette élection. Nous pouvons vaincre les partis d'opposition. Avec plus de vigilance, avec plus de discipline, dans la sérénité, dans la solidarité et avec la haute technologie électorale que nos détracteurs, éternels perdants appellent fraude. Je viens de voir un élément de notre télévision nationale, où certains se disaient encore sceptiques sur la tenue des élections, ne croient pas encore à l'existence du coronélection, à sa présence au-dedans de notre pays, parmi nous. Ils

se trompent ! J'ai entendu, un jeune homme, un de mes fils, dire qu'il n'y croyait pas du tout, il n'était prêt à y croire, ni hier, ni aujourd'hui, ni demain. Fiston, reviens sur terre, ce coronélection existe et fera des dégâts pires que la disparition de de Manu DIBANGO, de l'ancien président de l'OM, Pap DIOUF et de Aurlus Mabélé : le coronélection est donc bien là !

Il sied, qu'avant toute chose, je salue notre vaillant personnel dédié à la tenue des élections selon mes vœux, le ministère des élections, l'administration y rattachée, quelques zélés présidents de bureaux de vote et ceux sans lesquels tout cela ne servirait à rien : la Cour de validation de mes desideratas.

J'aimerais leur dire ici et maintenant, et je suis sûr d'être votre fidèle interprète en le faisant, que la nation est fière d'eux. Ils sont nos héros,

ils sont les filles et les fils émérites de ce pays dont ils se montrent dignes de l'Histoire, des enjeux et des ambitions.

Face à la tragédie du coronélection, il nous incombe à tous et à chacun d'éviter d'être à la fois « la victime et le bourreau, la plaie et le couteau », pour reprendre le poète.

Je salue enfin ces Maliennes et ces Maliens sans grands moyens qui font pourtant tout pour respecter les gestes-barrières et ce, dans le but de se protéger et de protéger les autres. Ces femmes qui sans masque vont retirer leur bulletin de vote, et qui se tiennent collées les unes aux urnes, méritent d'être citées en exemple. Ces passagers qui s'agglutinent pour prendre les transports en commun affrétés pour eux le jour du vote, qui ne demandent que les 1000 F promis sans réclamer aucune mesure de protection méritent nos égards. Tout comme ces personnes qui, sans attendre quelle que consigne que ce soit, décident de répondre à l'appel du Président de la République et du Gouvernement en créant des attroupements, sur les lieux de vote et ailleurs, sans souci d'eux-mêmes bien entendu, mais aussi pour prendre la responsabilité de contaminer une brave épouse, un vieux père, une vieille mère.

Mes chers compatriotes,

Contre l'arme de destruction massive qu'est le coronélection, chacune de nous, chacun de nous, je le répète, doit être une digue, une digue pour lui-même, une digue pour sa famille, une digue pour sa communauté, une digue pour la nation, une digue pour l'humanité. Car c'est de civisme qu'il s'agit. C'est d'être à la hauteur des enjeux qu'il s'agit. De cela, nous sommes bien capables.

Le sommes-nous ? ? Oui, car nous nous attroupons encore dans les mairies pour le retrait de nos cartes d'électeur. Nous nous bousculons dans les transports en commun pour aller voter. Nous nous serrons les mains pour fêter notre victoire acquise avant même l'ouverture des bureaux de vote.

Consciemment et inconsciemment, beaucoup d'entre nous continuent d'être les vecteurs coronélection. Ils le font contre eux-mêmes, ils le font contre leurs familles, ils le font contre le Mali. Tant pis donc pour eux.

Qu'ils sachent que le coût de la lutte contre le coronélection est élevé mais la récompense est au bout : une minute de silence pour les uns et



des médailles à titre posthume pour certains autres. Le jeu en vaut la chandelle non ?

Sans compter ma réponse à une demande sociale sans précédent.

J'ai décidé, en effet, plusieurs mesures sociales qui coûteront à l'Etat, près de 500 milliards de nos francs c'est-à-dire la moitié, oui la moitié de notre budget qui cette année dépasse 2000 milliards.

Conscients de l'impératif de solidarité, les membres du gouvernement renoncent à un mois de leur salaire pour l'effort de guerre requis contre le Coronélection.

Le Président de la République que je suis renonce à trois mois de son salaire, et le Premier ministre, deux mois. Mais soyons clairs : il ne s'agit que du salaire de base. Les accessoires, les avantages en nature et autres fonds de souveraineté ne sont pas concernés. Quel mal-pensant aurait d'ailleurs pu penser que nous aurions donné tous nos revenus d'un long mois de labeur sous climatiseur ?

Les Institutions ont déjà consenti à un effort. Des particuliers et des personnes morales le font tous. C'est bon signe et tous ces privilégiés et autres enfants gâtés de la République doivent être salués pour leur sens patriotique. J'attends à présent les contributions des vulgum pecus, de la populace qui tardent à venir.

Les allocations budgétaires, et toutes les allocations budgétaires, seront revues. La révision commencera symboliquement et médiatiquement par le sommet de l'Etat.

Les priorités d'investissements seront également revues

Au niveau national, tout sera mis en œuvre pour que les entreprises locales de textiles, grandes, moyennes ou petites y compris les tailleurs qualifiés puissent produire sur place des millions de masques au profit de la population. Je ne dis pas que je porterai ces masques. L'essentiel est qu'ils soient disponibles pour les femmes des marchés. Il faut que cela se fasse, car impossible n'est pas malien. A cet effet,



dans le cadre du programme « Un malien, un masque » que j'ai le plaisir d'annoncer, une commande spéciale de 20 millions de masques lavables sera livrée à Bamako dans le courant de la semaine prochaine. Je vous en donne l'assurance : cette commande a été d'une transparence totale.

Là, je fais un bras d'honneur à mes cadets Alpha Oumar Konaré et ATT avec leurs piétres « un village, une Ecole » ou « un malien, un toit ». A chacun ses ambitions.

Ensuite, un fonds spécial de 100 milliards de nos francs pour les familles les plus vulnérables sera mis en place, à l'échelle des 703 communes du Mali. Ce serait environ 143 millions par commune ou 70 FCFA par malien. Ce n'est pas énorme mais n'oubliez pas que tout le monde n'est ni pauvre ni éligible à ce fond. Il suffira, il suffira.

J'ai aussi pris les mesures suivantes :

- diminution pendant 3 mois, de la base taxable au cordon douanier des produits de première nécessité, notamment le riz et le lait ; des opérateurs économiques proches du pouvoir feront des offres imbattables ;
- prise en charge pour les mois d'avril et de mai 2020, des factures d'électricité et d'eau des catégories relevant des tranches dites sociales, c'est-à-dire ceux qui paient moins de 5000 FCFA

par mois. N'allez donc pas installer des ventilateurs dans toutes vos chambres.

- exonération de la Taxe sur la Valeur Ajoutée les factures d'électricité et d'eau, de tous les consommateurs, pour les mois d'avril, mai et juin 2020 ; Boubou vous dira combien cela fera.
 - distribution gratuite de cinquante-six mille tonnes de céréales et de seize mille tonnes d'aliments bétail aux populations vulnérables.
- Je ne sais pas qui ne sera pas touché par le coronélection mais je sais qui aura les marchés. Ce sera nickel.

Enfin, une prime spéciale sera payée au personnel de santé mobilisé ainsi qu'aux éléments des forces de sécurité et de défense affectés à la surveillance du couvre-feu et des lieux d'attroupements éventuels. La reconnaissance de la nation, comme c'est souvent le cas, ne sera pas à titre posthume pour eux.

Mes chers compatriotes,

Le Gouvernement examine, avec l'avis du Conseil scientifique, la possibilité d'isoler Ba-



mako, épicerie de l'épidémie, du reste du territoire. La population sera informée de la décision qui sera prise dans les heures à venir. Ah, un lapsus ! Ce serait après le second tour du coronélection.

Les heures d'ouverture et de fermeture des marchés, foires rurales et supermarchés sont revues et elles seront communiquées par les voies les plus appropriées.

Les écoles resteront encore fermées, le temps d'apprécier la situation. On verra comment les enseignants feront la grève alors que les écoles sont fermées. Pas d'école ouverte, pas de grève ! Les spécialistes sont à pied d'œuvre pour examiner les possibilités d'utiliser les médias pour dispenser des cours à distance à ceux qui ont l'électricité et la télé. Les autres se débrouilleront.

Il reste, mes chers compatriotes, la question du second tour de scrutin du coronélection, lesquelles sont normalement prévues ce 19 avril. Sur ce point et pour paraphraser le fiston Bou-bou, « coronavirus ou pas, le coronélection aura

lieu » Donc à vos marques, prêt, partez !

Je rappelle que la décision d'aller aux législatives n'est pas le fait du gouvernement mais du Tout puissant-Dialogue national Inclusif qui a mené ses travaux en totale indépendance, sans aucune interférence du coronavirus qui n'existait pas à l'époque. Je sais que les choses auraient été différentes si ce fichu virus existait, mais là, j'ai mon prétexte en béton armé. Même si je suis le seul à y croire.

Du reste, une forte majorité des partis politiques, dont une encore plus forte majorité constitue mes soutiens, ne s'était-elle pas prononcée pour le maintien de la date du premier tour coronélection, à l'issue de la concertation entre ceux-ci et le Ministre de l'Administration Territoriale ?

Une telle décision du Dialogue National Inclusif résulte, c'est perceptible, d'une réflexion mûrie sur notre histoire immédiate, laquelle nous enseigne qu'en démocratie, rien ne vaut la pleine légalité constitutionnelle ainsi que le jeu normal des institutions. Ce disant, je ne pense na-

turellement pas au Haut Conseil des Collectivités dont le mandat a expiré depuis 3 ans, ni aux Conseils municipaux non renouvelés, encore moins à mes décisions antérieures de reporter les élections législatives. La mémoire sélective est parfois utile.

Cependant, il est de la responsabilité du gouvernement de faire en sorte que lors du second tour des législatives, le 19 avril prochain, toutes les mesures sanitaires et sécuritaires requises soient rigoureusement appliquées. Alors que nul n'aille se faire enlever par des terroristes ou détrousser par des bandits de grands chemins pour ensuite m'accuser. De toutes les façons mon bureau de vote sera sécurisé et disposera de solutions hydroalcooliques, de masques et même de gants.

J'y engage le gouvernement.

**Maliennes et Maliens,
Je voulais vous parler. J'ai dit.**

■ MOCTAR SOW

SAMA
transfert d'argent

Transfert d'argent

ECONOMISEZ JUSQU'À
40%
SUR VOS FRAIS DE
TRANSFERT D'ARGENT

www.sama.money

Sekou Samassa

Après tout personne n'est obligée d'aller voter c'est une question de choix: vivre ou mourir



Je suis contre la tenue du deuxième tour des législatives pour cause de santé publique. J'assume

La prise en otage de Soumi sur notre territoire est un affront et un défi à tous les patriotes

Elhadj Djimé Kanté

Acte 7 : Après le CHU Gabriel Toure, l'hôpital du Mali, l'hôpital du point G, l'hôpital de Dermatologie de Bamako, le Csref de la Commune I, le CSCOM de Doumanzana, le collectif Riposte 223 Covid-19 était ce matin au Centre de Santé de Référence de la commune VI pour apporter un message de soutien au personnel de santé et leur offrir de quoi prendre soin des malades qui se rendront chez eux dans le cadre dans la pandémie du Covid-19. Au nom du personnel le Médecin chef du Centre a salué le geste du collectif et à exhorté d'autres maliens à faire pareil avant de rappeler les gestes barrières dont le respect nous permettra de prendre le dessus sur la maladie.



Le Collectif Riposte 223 Covid-19 procédera samedi à travers la ville de Bamako à une caravane de sensibilisation accompagné de distribution de kits de protection dans certains marchés et lieux publics de la capitale. Riposte 223 Covid-19 en toute transparence nous utilisons vos donations pour stopper la propagation du virus au Mali. Tel: (+223)70006464 /72 97 66 62 /79 19 89 89 /76 43 38 63.



Il faut sincèrement craindre des milliers de cas vers fin avril.
1 seul conseil : Observez les mesures barrières SVP !

Waouh ! Ministère de la Santé et de l'Action sociale
Une vingtaine d'artistes sénégalais ont uni leur voix pour sensibiliser sur les gestes barrières afin de mettre un terme à la propagation du Covid 19 dans un single intitulé : «Daan Corona» Ensemble nous vaincrons #cov19sn

Aw ni Sôgôma ! N'oubliez pas le respect des gestes barrières. Libérez Soumaila !

Pour info

Qui sommes nous ?

Nous sommes des citoyens du monde de différentes couches sociales réunis de façon spontanée pour stopper la propagation du Covid-19 au Mali. Nous sommes Riposte 223 Covid-19.

Que faisons nous ?

Nous apportons au nom de généreuses personnes, le soutien matériel et moral nécessaires aux personnels de soin, aux personnes vulnérables et sensibilisons la population sur le respect des gestes barrières.

D'où proviennent nos ressources ?

Nous faisons des appels à dons sur les réseaux sociaux et parlons de nos activités autour de nous. Ainsi en numéraire ou en nature nous recueillons de quoi mener nos activités.

Pourquoi nous faire confiance ?

À Riposte 223 Covid-19, nous publions ce que recevons, ce que nous offrons, ce qui nous reste en toute transparence chaque jour et sur simple demande envoyons nos factures et autres à qui le demande

Comment nous contacter ?

Par WhatsApp : (+223) 72 97 66 62

Triste !

On le sait tous.

Ça ne marchera pas chez nous. Le Mali ne se limite pas à Bamako, aux capitales régionales et autres grandes villes. L'électricité est un luxe pour beaucoup de même que la télé et l'internet un rêve. L'école à la télé et sur internet ne marchera pas chez nous, mais il faut qu'on se taise dessus. Ceux qui l'ont imaginés, ceux qui le dispensent, ceux à qui c'est destiné, ceux qui financent tous le savent. De commun accord, taisons nous pourvu que nos enfants passent en classe supérieure. Faut-il en rire ou en pleurer ?

Lève toi tout de suite et va te laver les mains s'il te plaît. C'est important car ça peut te sauver et sauver ceux qui sont autour de toi

Kady Makane

Grand merci au Collectif Riposte COVID-19
S'il vous plait tournez un Tout petit peu votre regard vers l'intérieur. La belle cité de Nangabanou TEMBELY à besoin de vous, comme beaucoup d'autres cercles d'ailleurs..
Balla Mariko
Elhadj Djimé Kanté
Baba Dakono et tout les autres membres de L'équipe. C'est maintenant que vous allez connaître KONGANA la sorcière ni Allatai...



Malick Konate

Jeudi 16 avril 2020 : Je n'ai pas eu mon masque jusqu'à présent. Où en sommes-nous ? Et pourtant mon Boua Choco a dit que j'ai droit à un masque. Donc, je veille ! #Covid19



Des jeunes Maliens soucieux des impacts néfastes que pourraient avoir la présence du virus dans leur pays ont décidé de mettre en place le projet "Maliens Against COVID-19" qui signifie "Les Maliens mobilisés contre le #COVID19". La cible principale est les enfants mendians dans les rues de Bamako ainsi que les personnes sans domiciles fixes et l'objectif est de sensibiliser puis offrir des kits hygiéniques à cette couche de la population fragile qui est grandement exposée à la menace du COVID-19.

Le projet comporte actuellement deux volets :

- Mise en place de kits hygiéniques composés du dispositif pour se désinfecter les mains ainsi que du savon liquide dans différentes communes de Bamako pour les enfants talibés et toutes autres personnes pouvant en bénéficier.
- Sensibilisation des enfants et du grand public sur le danger que représente le COVID-19.



Jeudi 16 avril 2020 : 23 nouveaux cas confirmés de Covid19 et 0 décès.

Ammy Baba Cisse

Le régime frileux tente de dissuader. C'est grave lorsque les mensonges d'un État sont incalculables aux yeux de son Peuple.



Les maliens n'auront pas le Coronavirus lors des opérations de vote. C'est au marché et à la mosquée qu'ils l'auront ?

Ceux qui ont des panneaux et des forages s'en foutent des combines d'EDM liées au COVID19

Sekou Samassa

Sekou Samassa à réseau des juristes du Mali.. Re-
juma. juristes et étudiants en droit
Une grande perte pour la famille judiciaire du Mali, le Rejuma présente ses condoléances les plus émues à la famille du défunt. Que son âme repose en paix. Amen



Ismaila Togola

C'est une fierté pour moi d'avoir réussi le pari du conseil des ministres du Mali par vidéoconférence pour le compte de @MaliMenp . Bravo à mes équipes techniques de @SaSmtd



Ashley Leïla MAIGA

Ces gens-là pensent que les masques sont des produits de mode à la manière des vêtements auquel il faut apporter une touche culturelle pour faire



"tendance"! Ils ignorent que le #Covid19 est une véritable tragédie pour le monde entier. #Mali

La France au Mali

#Covid19 #Mali – Les équipes de @FranceauMali pleinement mobilisées plus de 1200 Français de passage et personnes vulnérables sont rentrés en au cours des 30 derniers jours. Retrouvez des éléments d'information complémentaires ici <https://cutt.ly/Zt30XdK>



Alassane Ouattara

En raison de la pandémie du #Covid19 qui affecte le portefeuille des ménages, le Gouvernement a décidé de la suspension des procédures d'expulsion des locataires et de l'interdiction de toute augmentation des loyers pendant la période allant du 1er avril 2020 au 30 juin 2020.



Alassane DIOP

Brillant avocat! Le tonneau de DIOGENE, l'apôtre du cynisme, encore faudrait-il le connaître. Lui qui marchait ds ls rues d'Athènes en disant: «Où sont les hommes?» et quand les gens se montrent, il répond: «quand je parle des hommes je parle pas des ordures»



Mamadou Ismaila KONATE

#Mali : Obnubilé par l'organisation d'un 2nd tour impossible de scrutin inutile, atteint par le syn-



drome de Diogène, le scrutin ne s'arrêtera que lorsque le mal gagnera électeurs et candidats et les conduira vers des hôpitaux démunis, sous des auspices funèbres et lugubres.

Gouvernement du Mali



COMMUNIQUE DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE SUR L'APPEL SIGNE PAR DIX HUIT DIRIGEANTS POUR SOUTENIR LA STRATEGIE DE L'UNION AFRICAINE CONTRE LA PANDEMIE DU COVID-19

Dans le cadre de la stratégie de l'Union africaine contre le COVID-19, le Président de la République, SEM Ibrahim Boubacar Keita, par ailleurs deuxième Vice-Président du Bureau de l'Union africaine, a co-signé avec 18 chefs d'Etats et de gouvernement et d'institutions internationales, un appel à une réponse multilatérale pour l'Afrique. Outre le Président Ibrahim Boubacar Keita, ledit appel a été signé par les dirigeants suivants :

- Abiy Ahmed, Premier ministre d'Ethiopie,
 - Giuseppe Conte, Président du Conseil des ministres italien,
 - Antonio Costa, Premier ministre du Portugal,
 - Abdel Fattah al Sissi, Président de la République arabe d'Egypte,
 - Moussa Faki Mahamat, Pdt de la Commission de l'Union africaine,
 - Paul Kagame, Président de la République du Rwanda,
 - Uhuru Kenyatta, Président de la République du Kenya,
 - Emmanuel Macron, Président de la République française,
 - Angela Merkel, Chancelière de la République Fédérale d'Allemagne,
 - Charles Michel, Président du Conseil Européen,
 - Joao Lourenço, Président de la République d'Angola,
 - Cyril Ramaphosa, Président de République Sud-africaine
 - Mark Rutte, Premier ministre des Pays-Bas,
 - Macky Sall, Président de la République du Sénégal,
 - Pedro Sanchez, Premier ministre du Royaume d'Espagne,
 - Félix Tshisekedi, Président de la République Démocratique du Congo,
 - Ursula Von der Leyen, Présidente de la Commission Européenne.
- L'appel, une initiative de l'Union africaine activement soutenue par la diplomatie française, préconise un ensemble de mesures adéquates et urgentes pour contrer la pandémie causée par un virus, qui au dire des signataires, « ne connaît pas de frontières ».

En quatre points, les signataires du texte, appellent à :

- Renforcer la capacité de l'Afrique à répondre à l'urgence sanitaire créée ;
- Déployer un paquet massif de mesures de soutien économique pour le continent ;
- Soutenir les efforts du Secrétaire général des Nations-Unies en faveur d'une initiative humanitaire ambitieuse pour l'Afrique
- Promouvoir un mécanisme panafricain de coordination scientifique et politique contre ladite Pandémie.

Cet appel a été publié hier mercredi 15 avril 2020, en français dans l'édition électronique du magazine Jeune Afrique, et en anglais dans le quotidien « The Financial Times ».

Koulouba le 16 avril 2020

Décès du général Niamé Keïta : Pose définitivement le képi de flic exemplaire!



Au Mali, notamment dans les années 90, qui n'a pas vu ou entendu ce nom "commissaire Niamé KEÏTA"? Délinquants, bandits de grand chemin, manifestants zélés, élèves et étudiants manifestant dans les rues sentaient la furia de ses hommes sur le terrain au nom du MAINTIEN D'ORDRE. De l'avis de plus d'un, l'homme incarnait avec rigueur et loyauté la fonction régaliennne sans état d'âme. De 1973 à 2012 où il prendra sa retraite, il a gravi les échelons de la police nationale, entre autres : Aspirant, Policier, Commissaire de Police, commandant de la Compagnie de circulation routière (CCR), Directeur régional de la police du District de Bamako, Chargé de mission au Ministère de la défense nationale, Inspecteur Général de la Police Nationale, Directeur Général de la Police Nationale. Nanti de sa notoriété fondée sur un style de commandement rigoureux, pendant sa retraite, il n'arrêtait pas d'être courtoisé par les hommes politiques. Ils ne se trompent guère, car en 2013, il est élu député à l'Assemblée Nationale dans la circonscription de Nara sous les couleurs du RPM. Hélas! Hélas! Hélas! Au Mali c'est toujours le principe suivant qui prévaut : l'homme qu'il ne faut pas à la place qu'il faut. Nonobstant son expérience et pour un pays en guerre, il ne présidera point la commission "Défense Nationale, sécurité et protection sociale" de l'Assemblée nationale par le miracle d'une démocratie sclérosée, par le népotisme. C'est un civil de surcroît bleu en 2013, en la personne de M. Karim Keïta, qui occupera ce poste, (apparemment à vie...?), parce que fils du Président de la République. Tollé général à l'époque en vain!!! Un Général de la Police Nationale devenu député qui est contraint de s'asseoir sur son expérience de près de 40 ans pour écouter les "brouhahas" (comme l'aveugle qui veut expliquer les couleurs à un voyant) des civils au sein d'une commission défense nationale. Certes un civil peut bel et bien diriger la commission défense nationale de l'A.N., s'il n'y a pas un officier supérieur de la trame de Niamé Keïta. De grâce, s'il y en, rendons à César ce qui est à César. Une insuffisance dans les textes régissant le fonctionnement de l'Assemblée Nationale et qui mé-

Solidarité nationale contre le Coronavirus : Les compagnies minières Resolute, Barrick, B2Gold, Anglogold contribuent pour 3. 059.000 USD



Le Chef du gouvernement malien Boubou Cissé a reçu dans ses bureaux de la Primature le chèque des compagnies minières, représentées par leur directeur pays et qui s'élève à un montant de 3.059.000 USD. Un geste hautement patriotique qui traduit la vocation d'entreprise citoyenne au service de la nation.

Les compagnies minières Resolute, Barrick, B2Gold, Anglogold, opérant au Mali, ont répondu à l'appel du Président Ibrahim Boubacar KEÏTA, dans le cadre de la lutte contre la pandémie. Ces compagnies ont contribué pour un montant de 3. 059.000 USD pour appuyer l'État dans un élan solidaire national.

Sur la contribution globale, 2.759.000 USD sont en numéraire et 300.000 USD en nature, comprenant des équipements et accessoires de lutte contre le Coronavirus. La compagnie minière Resolute Mining, représentée à la cérémonie par Ousmane COULIBALY, a mobilisé la bagatelle de 500.000 USD (200.000 USD en cash et 300.000 USD en équipements médicaux, selon les besoins exprimés par le gouvernement malien. Le Premier ministre Boubou Cissé a apprécié le geste hautement patriotique de ces compagnies minières en ces moments difficiles de la propagation de l'épidémie au Mali.

rite d'être corrigé.

Homme de principe, le général Niamé KEÏTA claquera la porte du RPM en janvier 2018, mieux, il quittera ladite commission "Défense Nationale, sécurité et protection sociale" pour se résigner dans la "Commission "Affaires étrangères, Maliens de l'extérieur et de l'intégration".

Au moins les diasporas maliennes connaissent la valeur de l'homme, digne fils du pays qui vient de tirer sa révérence après plus de 40 ans de loyaux services pour le Mali.

Toutes nos condoléances les plus émues à sa famille endeuillée, à son corps, la Police Nationale à l'Assemblée Nationale.

Dors en paix, mon Général!
Dr Bakary TRAORE,

Mali : Plus de 100 soldats espagnols ont été rapatriés en raison de la pandémie de coronavirus.



Il y avait 278 soldats espagnols des forces armées pour aider l'armée malienne. Le ministère de la Défense a évacué ces soldats après qu'ils n'étaient plus nécessaires en raison de la pandémie paralysant les tâches d'entraînement de l'armée malienne. Un soldat espagnol qui a contracté le virus a également été évacué, dans un Airbus 310 médical de l'armée de l'air, ce qui en fait le deuxième soldat espagnol qui a été testé positif. Les soldats qui ont contracté la maladie devront subir une période de quarantaine de deux semaines lorsqu'ils rentreront chez eux. La mission de l'UE au Mali a déjà compté sept patients COVID-19.

Législatives et coronavirus : L'Alliance RPM-MPM-Adema équipe les mosquées de la CII en kits sanitaires

Pour réduire le risque de contamination du COVID-19, les agents de la santé ont suggéré certaines mesures sanitaires dont la mise en application par tous et dans tous les lieux, est fortement recommandée. Au nombre de ces mesures figure en bonne place le lavage régulier au savon des mains ou l'application du gel hydro-alcoolique. C'est fort de cette recommandation que l'Alliance RPM-MPM-ADEMA a mis à profit le 2ème tour des législatives pour doter les différentes mosquées de la Commune II, en kits sanitaires. L'alliance RPM-MPM-Adema, qui a été classée première en Commune II, avec plus de 44% des voix au premier tour, mais n'ayant pas la majorité absolue, doit aller au second tour, afin de siéger à l'hémicycle. On se rappelle cette alliance, par l'entremise des députés sortants, à savoir Karim Keita et Hadi Niagadou, avait axé la campagne du premier tour sur les bonnes œuvres déjà faites dans ladite circonscription électorale.

Pour le second tour de ces législatives, prévu pour le 19 avril prochain, la liste conduite par Karim Keita et ses deux colistiers a préféré mettre en avant la santé de leurs électeurs. C'est pourquoi, elle a fait une donation en kits sanitaires dans les différentes mosquées de la Commune II du district. Composée de 100 matériels sanitaires et leurs accessoires et des gels hydro alcooliques, ces matériels ont été acheminés dans leur destination finale, par une dynamique équipe dirigée par Mamadou Togola, le président des Clubs et Amis de Karim Keita (CAKK) et non moins permanent du candidat Keita dans cette commune.

Mais ce geste a été précédé, il faut le signaler, de la remise par la même

En Un Mot : Des cas suspects "cachés"



À la lecture des statistiques sur la pandémie de la maladie à coronavirus quotidiennement et utilement publiées par le ministère de la Santé et des Affaires sociales, notre pays affiche un des taux de mortalité les plus élevés en Afrique.

Contrairement à des voisins comme le Sénégal qui compte 5 décès pour plus de 250 cas enregistrés et la Côte d'Ivoire avec moins de 10 morts pour près de 700 personnes contaminées, le Mali déplore plus de 13 décès dont la quasi-totalité n'a été constatée qu'après une analyse post mortem. C'est là que réside tous nos problèmes : des familles continuent à cacher les malades malgré les conseils et les insistances des médecins de famille parfois menacés de poursuites judiciaires pour révélation de secret médical. Ce serait présentement le cas de deux notabilités religieuses à Bamako qui afficheraient les symptômes du Covid-19 et qui refuseraient toujours les tests à plus forte raison une prise en charge. Entre-temps, ils pourront filer le virus à des dizaines de personnes qu'elles rencontrent quotidiennement.

■ DAK



équipe de 20 matériels sanitaires et leurs accessoires à la Grande Mosquée de Bamako, sise à Bagadadji, en face de l'Assemblée nationale. La donation des mosquées secondaires de la Commune II a été faite la semaine dernière, à quelques heures de l'ouverture officielle de la campagne pour ce second tour. Aussitôt, après leur réception, ces kits sanitaires ont été mis au service des usagers. Par ce geste hautement salubre de l'alliance RPM-MPM-Adema, dans ces différentes maisons de Dieu, nous pouvons dire que la campagne pour ce second tour des législatives, a bien démarré en Commune II. Chose qui laisse déduire que le politique doit nécessairement rythmer avec le social. Telle est la philosophie de cette alliance dont les porte-étendards sont Karim Keita, Hadi Niagadou et Mme Djila Assitan Diallo, dite Petrouni.

■ Diakalia M Dembélé

Suite à un accrochage avec les Fama : Trois assaillants mis hors de combat dans le secteur de Hombori



Trois terroristes ont été neutralisés, le 14 avril 2020, lors d'une opération conduite par l'armée dans la localité de Dara, à quelque 17 kilomètres de Hombori. Des armes, des munitions, des portables et des engins à deux roues ont été saisis au cours de cette opération antiterroriste. Au même moment, l'armée a conduit une opération similaire dans le secteur de Gossi pour traquer les groupes terroristes. Cela après l'assassinat d'un élément de la garde nationale par des individus armés non identifiés. Rappelons que sur le même axe, à savoir Boni-Hombori-Gossi, des éléments terroristes ont été mis en déroute, ces derniers jours, précisément à Boni où deux assaillants ont été abattus, des armes et des équipements récupérés.

■ A DIARRA

2è tour des législatives à Kolondièba : Duel en perspective entre Mariko et Konaté !



A Kolondièba, le deuxième tour des législatives promet un duel fratricide entre la liste RPM-URD, menée par l'ancien ministre de la Communication et ex-DG de l'ORTM, Sidiki N'Fa Konaté, et celle du parti pour la Solidarité Africaine pour la Démocratie et l'indépendance (SADI) avec Dr Oumar Mariko comme porte-étendard. Si le premier a vu une courte avance de la coalition « contre nature » composée du parti au pouvoir et de celui du Chef de file de l'opposition, de nombreux observateurs politiques pensent que le second tour pourrait créer la surprise par la victoire de leur challenger. En dépit de la manne financière des candidats RPM-URD lors du premier tour, l'honorable Oumar Mariko a pu démontrer que Kolondièba demeure son fief et celui du Parti SADI. D'autant que la liste propre SADI a récolté plus de voix

Gao : Le Commandant des Théâtres des Opérations "Maliko" rend visite aux troupes à Tessit



Le Commandant des Théâtres des Opérations "Maliko", le général de Brigade Ouahoun Koné, en visite de terrain à Tessit, dans le Cercle d'Ansongo, région de Gao, a invité mardi les soldats, à la cohésion, à la discipline et à se concentrer sur la mission conignée mais aussi et surtout de rester en bonne ambiance pour afin enregistrer de bons résultats tant attendus par le peuple malien, a appris l'AMAP de source sécuritaire. L'officier supérieur qui était venu constater et comprendre les problèmes de ses éléments, a saisi l'occasion pour transmettre aux troupes, le message d'encouragement et de soutien des plus hautes autorités pour leur détermination et leur sens élevé du devoir. Le chef de poste de Tessit, le lieutenant Sambou Coulibaly s'est dit satisfait de cette visite de la hiérarchie qui vient ainsi rehausser le moral des troupes. Le Commandant des opérations « Maliko », avant de quitter Tessit, a rendu une visite de courtoisie aux autorités coutumières et religieuses de la ville pour magnifier les bonnes relations qui existent entre les troupes et la population.

Des bénédictions faites par les deux parties pour le Mali ont mis fin à cette visite du Général Ouahoun Koné dans la commune rurale de Tessit, l'un des postes stratégiques de la 1ère Région Militaire, situé dans le cercle d'Ansongo à 167 Kilomètre de Gao.

■ KM

que n'importe quel autre parti pris individuellement. Le match du second tour va certainement se jouer à travers les jeux d'alliance et les soutiens. La liste SADI bénéficierait désormais de nombreux soutiens et pas des moindres. En effet, après la déclaration de soutien du parti CODEM à l'honorable Oumar Mariko, ce dernier, d'après des sources bien introduites, en récolterait d'autres de taille. Notamment, celui du parti ADEMA. Cet ancien parti au pouvoir, mieux structuré et implanté sur l'ensemble du territoire national aurait décidé de soutenir Oumar Mariko au deuxième tour à Kolondièba. De même qu'un vaste mouvement de jeunes de Kolondièba serait acquis à la cause du Premier Secrétaire général de l'AEEM. De toute façon, le compteur est remis à zéro à Kolondièba pour la tenue de ce deuxième tour des législatives. Si l'argent permet considérablement d'acheter des voix, Dr Oumar Mariko a toutes les chances avec lui, si les ralliements annoncés se concrétisaient.

■ Falaye Keïta

Observance des gestes barrières anti Covid-19 : Et du côté du citoyen malien ?



Ce sont les politiques au pouvoir qui donnent le tempo, adopte les textes et donnent la direction à suivre. En ce qui concerne les gestes barrières contre le Coronavirus, on a vu (Malikilé, N°585 du 14 avril) que les autorités du pays avaient fait preuve d'incohérence. À quoi peut-on alors s'attendre de la part des populations ?

Ce sont les plus hautes autorités de Bamako qui ont été l'agent d'introduction et de propagation du Coronavirus. Le pays comptait zéro cas le 17 mars, le jour où IBK a décidé de fermer les frontières, d'interdire les regroupements de plus de 50 personnes mais de maintenir les élections législatives ! Contradiction.

Des vols seringueurs qui vont inoculer le virus dans le corps du Mali vont alors atterrir. Ainsi, le Mali aura son premier cas le 25 mars. Le jour du premier tour des législatives, le 29 mars, le Mali comptait déjà 5 cas avérés ; mais zéro mort. Le 15 avril, nous en sommes

à 171 cas et 13 morts. Le second tour fera exploser la cadence.

Le gouvernement a décidé aussi de mettre le pays sous couvre-feu de 21 heures à 5 heures. Les maliens n'ont jamais compris et ils se demandent : c'est donc seulement la nuit que le virus circule ? Toutefois, ils respectent le couvre-feu. À 21 heures, il n'y a plus de motos et de voitures dans la circulation. Des exceptions existent.

Couvre-feu pas respecté par les policiers

Les adultes se terrent la nuit, mais des jeunes se mettent devant la porte familiale (à deux, quatre) pour prendre de l'air. En cas de couvre-feu pour terrorisme, par exemple, on comprend que l'on doit se barricader. Pour ne pas gêner l'action des FDS contre des hommes armés sans tenue militaire.

En cas d'infraction au couvre-feu, les agents de l'État pourchassent les contrevenants, les ramassent et les entassent dans des véhicules

avant de les déverser sur d'autres au poste. Au mépris du virus.

Entassés dans la voiture puis au commissariat, où est la leçon ?

Et on les oblige à payer pour eux-mêmes et leurs affaires saisies pour sortir de la détention le lendemain. Du coup, cela affaiblit la croyance en la maladie. En effet, les gens considèrent que c'est uniquement pour se faire de l'argent et s'approprier les objets d'autrui.

Par ailleurs, certains maliens pensent que cette histoire de Coronavirus est une baliverne. D'autres croient que c'est une punition d'Allah envers les mécréants. On soutient que si c'était vrai, le gouvernement n'allait pas maintenir les élections. Bref, certains modes de croyance conduisent au «Rien à faire».

Exiger le port du masque sans masques ?

La meilleure stratégie serait de déverser les masques et de jouer sur l'effet d'entraînement. Mais, comment encourager le port du masque si l'on n'en porte pas soi-même ? Si le masque n'existe pas ? Le gouvernement n'a strictement rien fait pour que les masques soient à portée de main. Il récolte l'argent mais ne fait rien. Sinon, le fonctionnement de la société malienne fait que chacun a quelqu'un à qui il ne peut rien refuser («Si c'est toi qui me le demande, alors je vais le faire»). Si les masques existaient, tout le monde finirait par en porter.

En absence de confinement (impossible quand 90% des ménages vivent au jour le jour), le masque devient indispensable. Mais, il faut qu'il en existe. Et la promesse « 1 malien, un masque » est un non-sens : un masque se porte trois heures de temps. Alors, un masque... Et puis, ça n'est qu'une promesse IBK !

Côté distances sociales, ça n'est pas mieux. Le lundi 13, nous avons assisté à un enterrement (voir photo). Les distances sociales

n'étaient pas respectées au niveau des hommes dehors. Et seuls 10 à 20 personnes portaient un masque. La situation était pire au niveau des femmes entassées, à l'intérieur, dans une boîte à sardine sur des nattes. À la sortie, aucune ne portait un masque.

L'eau et le savon faisaient défaut. Le gel hydro alcoolisé, n'en parlons pas. C'est pratiquement pareil dans tous les événements dits sociaux.

Les « musulmans » en rangs dispersés

Côté salutations, les accolades ont disparu. Par contre, des irréductibles de la poignée de main existent encore. Ils continuent à tendre la main à tout va. Mais, essuient parfois des refus qui déclenchent la guerre. D'autres le font par oubli et s'excusent.

La situation est contrastée au niveau des lieux du culte. Le gouvernement n'a pas exigé leur fermeture. Mais, les catholiques et les protestants ont fermé les leurs. Les « musulmans » n'ont pas pu se mettre d'accord (96% des populations). Cherif Ousmane Madani HAÏDARA a décidé que dans sa mosquée, la distance de 1 mètre entre fidèles sera instaurée. Les autres mosquées prient les cinq prières comme avant : on se serre l'un contre l'autre et la fin de la prière, on se serre la main.

C'est pareil au niveau des transports en commun, urbains et interurbains.

Éternuer, se moucher et tousser sont des domaines où, en général, les maliens ont fait peu de progrès. On tousse et éternue haut et fort en face des autres. Certains se mouchent dans leur main gauche comme un clairon retentissant. La morve recueillie est alors balancée, essuyée à un arbre, un mur, une plante de pied, ... et la main est alors essuyée à son vêtement. On se mouche même dans ses vêtements. Certains continuent encore à le faire pareillement. Mais ils sont parfois pris à partie depuis le virus.

Les élites africaines ont peu fait pour faire évoluer leurs populations. Cela fait le lit de Covid-19.

■ **AMADOU TALL**

Projet «formation à distance» : Obligation d'une volonté politique et de dispositions pédagogiques

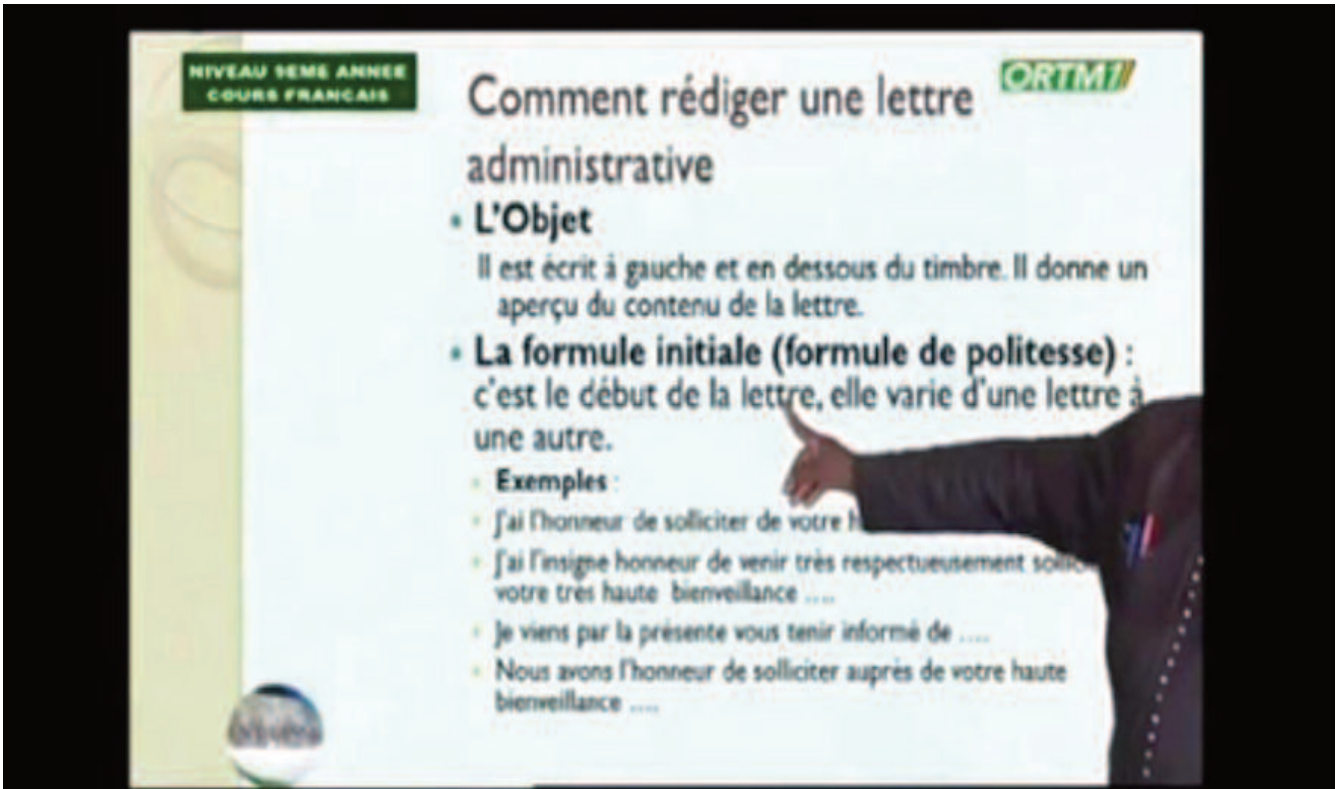
Pour circonscrire les répercussions désastreuses de la maladie Covid-19 sur le sort des enfants, des initiatives se multiplient dans tous les Etats. Notre pays n'est pas resté en marge ! C'est dans ce cadre que le gouvernement par la voix de son Ministre de l'Education Nationale, le Professeur Mahamadou Famanta, a initié le projet intitulé "Formation à distance" (FAD) par le canal de la télévision nationale. Un programme d'enseignement à distance via l'audiovisuel dont le lancement officiel a eu lieu le mardi 14 courant. Une solution, certes, mais pas du tout la vraie "Solution". Pas la solution, dans la mesure où la télévision nationale ne couvre pas non seulement tout le pays mais aussi ce ne sont pas toutes les familles de Bamako et des autres centres urbains du Mali qui sont dotées de postes téléviseurs. Donc, il s'agit là qu'un projet déjà mort-né !

Dans la recherche des voies et moyens pour atténuer les dégâts plausibles du virus "Covid-19" dans le secteur de l'Education, le gouvernement, à l'instar de ceux des autres pays africains, expérimente les éventualités censées servir d'opportunités et entraîner l'adhésion des différentes couches sociales les plus fragilisées et dont l'avenir semble de plus en plus préoccupant. A savoir les enfants qui ne vont plus à l'école.

C'est dans ce cadre qu'est né le projet de « Formation à distance » (FAD) pour assurer, via la méthode télé-enseignement, l'éducation nationale au profit du monde scolaire malien. L'initiative est, certes, légitime ; mais, pas tout à fait bien réfléchi, ni pédagogiquement bien planifiée. Et pour cause, ce n'est pas sous tous les toits de la capitale et à l'intérieur du pays où sont suivies régulièrement et par tous les enfants les images de l'ORTM (Office de Radiodiffusion et télévision du Mali). Ce, en ce sens que tous les foyers de Bamako et des centres-urbains de l'intérieur n'ont pas tous

leurs postes téléviseurs. Ensuite, compte tenu du taux de couverture de la télévision nationale, ce ne sont pas dans toutes les campagnes où les images de l'ORTM sont effectivement reçues ou régulièrement captées. Donc, on a qu'à beau vanter les mérites de ce projet de formation à distance, il y a le ver dans le fruit. Pratiquement, ce projet ne saurait permettre à tous les enfants maliens ni de suivre directement ces cours à distance ni de bénéficier de ses effets escomptés.

A l'examiner de près, il est à souligner que cette FAD aurait mieux gagné si en amont les auteurs du projet avaient eu le flair de confier sa diffusion à tous les organes audiovisuels de la place ; à savoir la Radio nationale et les stations FM de l'intérieur qui sont les médias de proximité les mieux appropriés dans ce domaine. Les radios de proximité, à commencer par les la radio Mali, la Chaîne 2, les radios rurales, les Radios privées, toutes émettant en bandes FM, sont accessibles à toutes nos couches sociales et sont captées dans toutes les localités, dans toute les familles et par les enfants issus de toutes les couches socioprofessionnelles maliennes. Dans le domaine de l'audiovisuel, la radio nationale et les autres chaînes privées restent les organes de proximité. Par rapport à la télévision nationale, les radios émettant en FM sont directement accessibles et plus suivies par les populations et les enfants destinataires de cette FAD. Car, dans toutes les localités où il n'y a pas encore de la télévision, la radio est là pour informer, sensibiliser, former, éduquer et cultiver les masses citadines et paysannes. C'est indéniable, la radio reste dans l'ensemble la masse média au service de toutes les populations. Quels que soient les catégories sociales (hommes, femmes, jeunes, enfants, personnes âgées, intellectuels, analphabètes, professionnels, travailleurs, chômeurs, etc.) et l'endroit où se trouvent les populations ou encore



leurs niveaux de vie au plan socio-économique, la radio est accessible à tous. En somme, le présent projet de formation à distance envisagé par le gouvernement à l'endroit des enfants suite à la pandémie du siècle (probablement) ne devait pas se limiter à la télévision nationale exclusivement. Le ministre Mahamadou Famanta, ne doit pas, de ce fait, se targuer d'exploit comme il se l'est permis, le mardi dernier, à la faveur du lancement officiel dudit programme. Dans son discours, il déclare publiquement que ce « vaste et ambitieux programme d'enseignement et de

formation », initié par son département, a pu prendre corps grâce à la mobilisation de toutes les ressources à l'interne du ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique. Selon lui, ce projet est émanation de tous les services compétents du ministère de l'Éducation Nationale. Mais ce qui ne semble pas croyable car, rien n'atteste qu'il y a eu la véritable main d'Experts à l'amont de ce projet. Seulement, l'idée est encourageante puisque qu'il s'agit d'une solution alternative susceptible d'aider à limiter les dégâts collatéraux de

la fermeture des classes due au virus Covid-19. Certes, le projet est lancé ; mais, pour atteindre le but initial il faudra au gouvernement une véritable volonté politique. Bref, pour l'instant, le présent programme d'enseignement de rattrapage démarre sur fond de discrimination des enfants. Cela avec de nombreux autres paramètres à tenir en compte tant au plan pédagogique que médiatique.

■ DJANKOUROU



Enlèvement de l'honorable Soumaïla Cissé : Manifestation à Bamako pour demander sa libération



Depuis le lundi 13 avril 2020, les jeunes de l'Union pour la République et la démocratie (URD) manifestent dans les six Communes du district de Bamako pour demander la libération de l'honorable Soumaïla Cissé, président de l'URD, chef de file de l'opposition malienne. La manifestation des jeunes concerne les grandes artères, les ronds-points de la capitale malienne en vue d'inciter le gouvernement malien à œuvrer pour obtenir la libération du chef de file de l'opposition. Selon le président de la jeunesse URD, Abdrahamane Diarra, l'opération concerne plusieurs carrefours stratégiques de Bamako et continuera jusqu'au vendredi 17 avril 2020.

«Libérez l'honorable Soumaïla Cissé, ensemble nous pouvons », c'est le texte qui est écrit sur la grande banderole que détenait les manifestants.

Ces jeunes manifestants ne demandent qu'une chose : la libération de l'honorable Soumaïla Cissé. C'est pourquoi ils scandaient en refrain : « libérez Soumaïla Cissé ». Abdrahamane DIARRA, Président de la jeunesse URD donne le sens de cette manifestation. « Avec l'attente qui devient de plus en plus longue, les jeunes de l'URD ont commencé de marquer par leur présence habillés de T-shirt peints par la photo de l'honorable Soumaïla Cissé et le texte " LI-

BERER L'HONORABLE SOUMAÏLA CISSÉ ". Cette action vise à soutenir toutes les initiatives en cours pour que notre Président recouvre la liberté, et mieux pour demander à accélérer sa libération. C'est aussi l'occasion pour nous, de contribuer à la sensibilisation pour le respect des mesures de prévention contre le COVID-19. En portant des masques, en se désinfectant régulièrement les mains avec du gel hydro alcoolique et en respectant la distance d'un mètre. L'opération concerne plusieurs carrefours stratégiques de Bamako et continuera jusqu'au vendredi », a souligné le président du Mouvement national des jeunes de l'URD, Abdrahamane Diarra. Avant de souhaiter vivement la libération de l'honorable Soumaïla Cissé.

«L'enlèvement de Soumaïla Cissé montre que tous les Maliens sont en insécurité »

Selon le chargé à la communication au cabinet du chef de file de l'opposition malienne, Nouhoum Togo, ces jeunes sont engagés pour la libération de Soumaïla Cissé. C'est pourquoi, dit-il, ils sont en train de s'organiser pour manifester au niveau des grandes artères dans les six Communes de Bamako. Selon lui, l'objectif est de faire tout pour obtenir la libération de l'honorable Soumaïla Cissé, président de l'URD, chef de file de l'opposition malienne. Aux dires de Nouhoum Togo, le décret de no-

mination de Ousmane Issoufi Maïga, président de la cellule de crise mise en place par le gouvernement malien pour la libération de l'honorable Soumaïla Cissé et de ses compagnons, n'a pas encore été signé. «Au niveau des services de renseignement, au niveau du Président lui-même, on ne sent pas le mouvement...Nous voulons qu'ils bougent un peu. Les jeunes sont en train de faire ce travail pour que les Maliens de l'intérieur et de l'extérieur soient informés de l'arrestation de Soumaïla Cissé et d'inciter le gouvernement pour sa libération », a déclaré Nouhoum Togo. A l'en croire, depuis lundi 13 avril 2020, cette manifestation des jeunes est en cours. « Chaque jour, on aura une ou deux activités au niveau des Communes de Bamako tout en respectant les mesures barrières contre la propagation de la pandémie du Covid-19 », a-t-il dit. Par ailleurs, il a informé que les jeunes comptent organiser une grande marche le vendredi 17 avril 2020 à 10h à la Place de l'Indépendance pour réclamer la libération de Soumaïla Cissé. Il a souhaité la mobilisation générale pour la libération de Soumaïla Cissé. A ses dires, l'enlèvement de Soumaïla Cissé montre que tous les Maliens sont en insécurité. « Aujourd'hui, on ne connaît pas les revendications, on ne connaît pas les motifs de l'enlèvement, on ne sait pas pourquoi il a été arrêté, on ne sait pas qu'est-ce qu'ils (assaillants) veulent comme rançon. Officiellement, il n'y a pas eu de déclaration de la part de qui que ce soit pour dire qu'il détient Soumaïla Cissé », a indiqué Nouhoum Togo.

A rappeler que depuis le mercredi 25 mars 2020, le Président de l'Union pour la République et la Démocratie (URD), l'honorable Soumaïla Cissé, chef de file de l'opposition malienne et les autres membres de sa délégation ont été enlevés par un groupe armé dans le cercle de Niafunké (Région de Tombouctou) pendant qu'ils étaient en campagne électorale pour les législatives de 2020. 17 otages avaient été enlevés sur lesquels 15 sont aujourd'hui libérés. Les deux autres otages sont l'honorable Soumaïla Cissé et le maire de Koumaira. Une précision de taille : le maire de Koumaira qui assurait la négociation pour la libération de l'ensemble de la délégation de Soumaïla Cissé finira pas être pris comme otage par les assaillants.

■ AGUIBOU SOGODOGO

L'hommage de Me Alassane Aldior DIOP à Me Abdoulaye Garba Tapo : L'ami sympathique des étudiants



En allant à la guerre de Troie, Ulysse confia l'éducation de son fils Télémaque à un précepteur dénommé Mentor chargé de préparer le petit prince à l'exercice du pouvoir.

De là vient l'origine du qualificatif "mentor" pour désigner un conseiller expérimenté, attentif et sage auquel on fait entièrement et totalement confiance. Le nom propre est ainsi devenu un qualificatif universel invariable dans toutes les langues du monde pour désigner un

homme exceptionnel: le mentor.

Je suis l'un des milliers de Télémaque qu'il a connus, Me Abdoulaye G Tapo, le mentor de plusieurs générations de filles et fils dont l'éducation lui avait été confiée.

Et comme Télémaque, je voudrais rendre hommage à mon mentor, celui qui m'a forgé comme tant d'autres, sculptant mon potentiel, non pas pour être comme lui, (djaiguè djalan ni badji, poisson sec et l'eau douce) mais pour devenir moi-même : être, devenir et parvenir

par moi-même. Y a-t-il un meilleur cadeau qu'un précepteur puisse offrir à son élève ? Depuis deux ans, ta voix s'est tue Me TAPO. Ta bienveillante voix chantonnante et toujours pleine d'humour a rejoint le triste pays des grandes voix qui se sont tues ad vitam eternam.

Avocat malgré toi, enseignant par vocation et par prédilection, politicien par addiction, invité-surprise d'un monde qui te fascine et te repousse, tour à tour, sans jamais aller à la rupture, incapable de prendre le large, ta vie a été faite ainsi, la quête de l'équité que tu préfères à la justice t'a amené sur certains champs de bataille qui ne sont pas le tien, un chevalier blanc hypersensible dans un monde de cuirassiers impitoyables et insatiables. Tu restes pour ma génération d'avocats, tous ces jeunes juristes que tu as formés à la libre interprétation scientifique du droit, un modèle sur lequel le rideau tombe, une espèce en voie de disparition.

Victor HUGO, lacéré par la perte cruelle de sa fille unique disait : «Tu n'es plus là où tu étais, mais tu es partout là où je suis ».

Juriste de talent, redoutable défenseur sans vanité, sans attaches, professeur ami des étudiants, nous te devons tous le prix impayé des brochures distribuées à l'avance. Tes créances sur toutes ces générations d'étudiants constituent un lustre qui se dresse contre le désert de l'ignorance et de la mauvaise formation. Comment parler de toi Me TAPO sans être long. Il faudrait dire tout ce que tu fus et surtout tout ce que tu eus fait depuis ton enfance jusqu'à nos jours.

Exercice difficile quand –on sait que l'homme cache, sous son apparence trop simple et trop conciliant, plusieurs vies dédiées à la rigueur au travail et à l'acharnement exemplaire.

Il n'est pas possible pour moi d'évoquer ici tout ce que l'homme a fait. Je voudrais simplement saluer tour à tour les « 4 grand-hommes » qu'il a été pour nous et pour le Pays.

Je salue l'Enseignant que tu as été. Tu éprouvais un plaisir herculéen à la tâche de la transmission du savoir à laquelle tu as dédié ta vie. Même affaibli par la maladie, la voix à demi éteinte, tu trouvais encore les ressources de te tenir des heures durant à professer face aux étudiants. Tu m'as dit un jour, avec un peu de dépit dans ta voix alors que je te demandais d'observer un repos salvateur, « l'enseignement c'est tout ce qui me reste. Je me sens

vivre et utile quand je suis avec les étudiants ». C'est ainsi que tu as traîné ta bosse depuis la prestigieuse université Cheick Anta DIOP de Dakar, à l'université de NIAMEY au NIGER avant de revenir au pays apporter ta pierre à l'édifice national.

C'est cet enseignant bourlingueur, ami des étudiants, soutien moral et financier, qui a donné sa chance à chaque étudiant rencontré à qui je rends hommage.

Je salue aussi l'Avocat discret que tu as été, courageux et intrépide par ses prises de positions. À tes obsèques, tes confrères à l'unanimité t'ont rendu un vibrant hommage qui vaut mille fois mieux que les oripeaux du monde politique que tu n'as jamais d'ailleurs voulus. Ce n'est pas de cette reconnaissance factice que tu voulais. Tu rêvais de lumières et de poésies, pas de ténèbres politiciennes qui ôtent aux survivants que nous sommes tout espoir d'un monde juste et équitable. Dans le royaume de Ségou, lorsque les Bambaras furent vaincus par les Toucouleurs, les survivants à la débâcle s'écrièrent : « Saya diara tabaw la ni baloko djougou yé ».

Je salue aussi le formidable Ecrivain Roman-cier que tu as été.

Auteurs de plusieurs romans à succès : « l'héritage Empoisonné » « Fantankin » « Les épouses communes », tu as également enrichi la bibliothèque de l'université de tes cours de droit limpides qui servent à la préparation des concours dans toute la sous-région. Le Mali a

perdu un très grand auteur, une plume d'or, un doctrinaire talentueux. Il est vrai, tu étais plus à l'aise à l'écrit. Tu disais toujours avec une mine jouissante : « Diop, laisse-moi descendre dans la presse : la plume est plus forte que l'épée. Les paroles s'envolent, la plume est serve ».

Et depuis ton décès, j'ai décidé, à ma façon, avec moins de talent assurément à continuer ton œuvre : m'indigner, sans prétention aucune, chaque fois que cela s'avère nécessaire pour le bien public, rien que pour le bien public.

Je ne voudrais parler de l'homo politicus que tu as été. Mais Comment faire pour taire l'histoire de la bête politique que tu as incarnée. Digne fils de Mopti, descendant de la grande famille Garba Tapo, ancien compagnon de feu Almamy SYLLA, de Me Abdoul Wahab Berthé, du professeur Farouk CAMARA, de M. Oumarou Sidibé, Mme Fatoumata GUINDO, Adama SANGARÉ, du Bâtonnier Kassoum TAPPO qui occupèrent tous de hautes fonctions au sein du gouvernement du Mali. Tu as créé un parti politique le RND (Rassemblement National pour la Démocratie) qui avait un brillant avenir que tu as préféré sacrifier en fusionnant dans l'ADEMA pour promouvoir l'exemple des grands rassemblements populaires.

Ton passage aussi bref que fulgurant dans le Gouvernement du Mali comme Ministre de la Justice a été marqué à jamais dans les annales de la justice Malienne par tes prises de

position dans la lutte contre la corruption et l'injustice et des réformes courageuses engagées.

Certains t'ont détesté et combattu pour cela, d'autres t'ont admiré mais ce que la postérité retiendra ... c'est que tous t'ont respecté pour ta droiture et ta sincérité.

A moins d'être un lâche, la mort n'est rien si elle intervient après un destin rempli. Une vie sans œuvre est une vie perdue. La tienne fut remplie cher Maître. Tes écrits demeurent. On en ferait des films, des théâtres peut-être, des leçons de lecture expliquée pour les générations futures. Tu entreras dans le panthéon malien des immortels où tu siègeras aux côtés des Amadou Hampâté Ba, Seydou Badian KOUYATE, Ibrahima LY, Demba DIALLO, Fily Dabo Sissoko, le hussard noir.

Avant de te quitter, je voudrais chanter comme dans cette sérénade de notre enfance prêtée à la comtesse Lili que je vais adapter à ma prose :

« Au clair de la lune, mon ami Tapo !

Prête-moi ta plume,

Pour écrire un mot en ton nom »

Va en paix ! Cher Maître ! La relève est assurée, tes petits Télémaques sont devenus grands, ils sont au travail partout dans le pays.

Par celui que tu appelais : Maître Don Qui-chotte qui se bat contre tous les vents.

Me Alassane Aldior DIOP

PLANET

PLANET

PLANET

PLANET

A base d'eau Supermont
et de sucre Naturel

Crise alimentaire : L'Appel de détresse de Boubou Cissé



La situation sécuritaire, alimentaire et humanitaire du Mali se dégrade d'année en année, depuis le début, en 2012, de la crise multidimensionnelle qui frappe le pays. Les attaques terroristes perpétrées régulièrement contre les populations civiles du Centre et du Nord du pays ont contraint des popula-

tions de localités entières à quitter leurs terres pour aller se réfugier dans des grandes villes ou des villages offrant plus de sécurité. Incapables de s'adonner à leurs occupations traditionnelles d'élevage et d'agriculture, ces populations en sont réduites à vivre dans une situation d'extrême précarité dans le domaine

de l'habitation mais surtout au niveau alimentaire. En l'espace d'une année, le nombre de personnes en situation de besoins urgents en alimentation s'est envolé faisant craindre une catastrophe alimentaire si des mesures urgentes ne sont pas prises pour prévenir la période de soudure que constitue la saison des pluies qui arrive dans deux mois. Ainsi, avec la crise sécuritaire et sanitaire, le Mali devra faire face à la crise alimentaire avec des ressources très limitées. D'où l'appel de détresse du Premier ministre Boubou Cissé aux Partenaires techniques et financiers à travers une lettre en date du 07 avril 2020.

La pandémie au Covid-19 est éprouvante pour tous les pays du monde entier, particulièrement les plus nantis dont le nombre de contaminations et de morts se comptabilise en centaines de milliers de victimes. Ce sont tous les domaines d'activités humaines qui s'en trouvent bouleversés avec des conséquences dont on mesure à peine l'ampleur, particulièrement sur l'économie mondiale. Les pays les plus fragiles comme le Mali sont menacés d'implosion car la pandémie vient aggraver une situation humanitaire déjà très préoccupante. En effet, l'insécurité ambiante qui s'étend progressivement à tout le pays, a fait des centaines de milliers de déplacés dont la situation alimentaire se dégrade de jour en jour. Le Gouvernement du Mali, qui vient d'annoncer le déblocage de 500 milliards de FCFA pour faire face aux effets néfastes du Covid-19, se trouve presque démuné





pour venir en aide aux populations en situation de précarité alimentaire. C'est pour anticiper sur ce qui pourrait être une catastrophe humanitaire que le Premier ministre Boubou Cissé vient d'adresser une lettre d'aide aux partenaires financiers et techniques. Intitulée « Déclaration d'appel du Gouvernement, Appel aux Partenaires techniques et financiers pour un appui d'urgence alimentaire et nutritionnelle », la lettre du Premier ministre ne laisse aucun doute sur l'incapacité du Gouvernement du Mali à faire totalement face à la crise alimentaire et nutritionnelle qui se profile.

En préliminaire, la lettre du Premier ministre évoque « la crise humanitaire de grande ampleur découlant des effets conjugués d'une crise sécuritaire et alimentaire liée à l'occupation des zones du nord et du Centre par des groupes armés ». Les résultats des attaques terroristes contre les populations sont, entre autres, « le saccage et la destruction totale de leurs récoltes et de leurs greniers de stockage », poursuit la lettre. Et la lettre de reconnaître que « les réponses de réparations et de capacités de résilience des couches les plus vulnérables dépassent largement les moyens financiers d'intervention du Gouvernement ». Ainsi, poursuit la lettre du Premier ministre, « plus de 05 millions de personnes sont en insécurité alimentaire dont 1,4 million en besoin d'assistances alimentaires urgentes. Si rien n'est fait dans l'immédiat ces chiffres peuvent évoluer dans le contexte actuel marqué par la propagation du Coronavirus ».

Pour faire face à la situation, le Premier ministre souligne que le Mali aura besoin de 22 915 290 000 FCFA sur lesquels il a pu mobiliser 15 452 000 000 FCFA, soit un GAP de 7 463 290 000 FCFA. C'est ce GAP qui fait l'objet d'un appel à financement par les Partenaires techniques et financiers. Cependant il ne s'agirait que d'une situation actuelle car le Premier ministre craint que celle-ci ne soit beaucoup plus importante. En effet, écrit le Chef du Gouvernement, « il est évident que la situation alimentaire et nutritionnelle (sic) tel que présentée subira une dégradation sous l'effet des mesures, notamment de confinement. En ce moment, les besoins financiers ici présentés pourront subir une augmentation drastique ». C'est donc un appel de détresse que lance Boubou Cissé aux Partenaires techniques et financiers, détresse qui est encore plus accentuée par la fin de la lettre. « L'acuité de cette réalité très éprouvante pour la population malienne motive l'appel que je me dispose à vous lancer aux fins de recueillir dans le cadre d'un élan de solidarité, votre appui », écrit le Premier ministre qui poursuit ainsi : « Cet appel est voulu d'autant fort et appuyé, que face à cette situation d'insécurité alimentaire et la crise sanitaire prévisible découlant de la propagation implacable de la pandémie du COVID-19, la capacité de réponse du Mali sera fortement mise en mal ».

La solennité de cette lettre, le ton presque désespéré qui s'en dégage sont la preuve que le Gouvernement du Mali est dans une situation d'extrême urgence que les Maliens sont loin

d'imaginer. En temps normal, 7 milliards de FCFA sont une peccadille pour un Etat. Mais dans le Mali actuel, tous les chiffres à neuf (09) zéro sont un effort colossal, presque titanesque. Dès lors on se demande comment le Président de la République compte mobiliser les 500 milliards de FCFA qu'il a annoncé pour lutter contre les effets du Covid-19 sur les populations maliennes. Il faut se rendre à l'évidence : maintenant plus que jamais, IBK se doit de parler vrai aux Maliens en leur avouant que le pays est au bord de la rupture. Car ils sont nombreux les Maliens qui croient que ce sont des centaines de milliards de FCFA qui dorment au Trésor national et que se partagent une minorité de politiciens et de cadres du pays. Peu de gens savent que les 500 milliards annoncés par le Président de la République sont à rechercher, d'où les demandes de vendeurs à la sauvette réclamant une aide de l'Etat en cette situation de pandémie où toute chose devient compliquée pour des populations qui survivent au jour le jour. Il est plus que jamais temps que le Gouvernement du Mali se mette dans la peau d'un pays qui souffre et qui n'en peut plus, un pays aux ressources limitées, en vivant un peu plus modestement. Le Mali fait partie des pays les plus démunis de la planète. Mais des millions de Maliens ne le croiront jamais si leurs dirigeants se comportent comme des princes du Golfe.

■ **Diala Thiény Konaté**

Déclaration de la Plateforme Anw Ko Mali Dron relative à la préparation de l'élection des députés dans les régions de Taoudéni, Ménaka et dans les cercles d'Almoustrat et Achibogho

La plateforme a pris connaissance avec surprise et inquiétude du contenu de la Lettre n°001100/MATD-SG en date du 9 avril 2020 invitant la CMA à une réunion prévue le 10 avril 2020 avec comme objet :

« Examen du projet de décision portant création des commissions de mise en place des autorités intérimaires et de préparation de l'élection des députés à l'Assemblée nationale au niveau des régions de Taoudéni et Ménaka et des cercles de Almoustrat et Achibogho ».

Elle rappelle ses nombreuses mises en garde contre les mesures visant à fabriquer contre toute logique, « une majorité démocratique pour une minorité ethnique » En effet de nouvelles élections « complémentaires » sont en vue dans les cercles suivants :

- Région de Kidal : Achibogho
- Région de Gao : Almoustrat
- Région de Taoudéni : Taoudéni, Foulba, Achouratt, Al-Ourché, Araouane et Bou-Djébéha
- Région de Ménaka : Anderamboukane, Inékar et Tidermène

Ces élections se feraient en violation flagrante de la Constitution et de la Loi électorale : faut-il rappeler au gouvernement qu'elles ne peuvent en aucun cas être assimilées à des élections législatives partielles régies par la loi n°02-010 du 05 mars 2002 portant loi organique sur les députés et la loi n°97-010 du 11 février 1997 modifiée relative à la Cour constitutionnelle qui supposent des vacances de sièges parlementaires entre deux législatures.

Par ailleurs, dans tous les cercles de l'ensemble des régions dites du Nord et du reste du pays, tout le corps électoral avait été convoqué aux législatives en cours et est censé avoir déjà voté lors du premier tour du 29 mars 2020 et s'apprête à le refaire lors du second tour prévu pour le 19 avril prochain. Ce même corps électoral votera t'il deux fois, rompant ainsi l'égalité de suffrage au Mali ?



La plateforme Anw Ko Mali Dron dénonce :

Le manque de considération pour les autres nouvelles régions laissées pour compte : malgré les multiples demandes pressantes d'actualisation des circonscriptions administratives avant la tenue des législatives de Mars, aucun cercle n'a été créé dans ces nouvelles régions qui ne seront donc pas concernées par les élections réclamées par la CMA. Il s'agit de Nioro, Dioïla, Bougouni et Koutiala, Douentza, Kita, San, Nara et Bandiagara. Ce qui se constituerait un traitement discriminatoire flagrant des régions du même pays censé être « Un et Indivisible »

AKMD estime que s'abriter derrière les résolutions du DNI pour justifier la tenue des élections

législatives dans le contexte actuel relève d'une vaste supercherie.

Elle exprime sa très vive préoccupation quant aux conséquences de cette démarche sur l'unité nationale et la cohésion sociale : C'est pourquoi elle en appelle à la Vigilance et à la mobilisation générale pour s'opposer à la partition du Pays, à travers des mesures et décisions prises en violation de la Constitution.

Chers concitoyens, ne nous laissons pas tétaniser par le contexte sanitaire actuel et la psychose générale face à la Pandémie du COVID 19!

Restons debout sur les remparts pour défendre notre Unité Nationale, notre intégrité territoriale et notre souveraineté.

Bamako, le 15 avril 2020.



Deuxième tour des élections législatives 2020 au Mali : Des batailles féroces en vue

Le second tour des élections législatives prévu pour ce 19 Avril 2020 au Mali, s'approche. Pour ce dernier virage, des combats de titans et sans merci sont attendus entre candidats de certaines listes, notamment à Bamako.

Une Commune où ce combat des colosses est inévitable, est celle de la Commune IV du District de Bamako. Dans cette collectivité, au premier tour, on a vu la liste Yéléma conduite par Moussa Mara et Hassane Sidibé, arriver en tête avec 28 % et quelques devant celle de l'UDD-PSDA (16%). Terrassées au premier tour par Mara et Hassane, ne parvenant pas certainement à digérer leurs défaites, et pour se consoler, une vingtaine de formations politiques, a décidé de soutenir la liste UDD-PSDA pour barrer la route à la liste Yeléma. «Tout sauf Mara», entend-on dans les causeries et slogans. Mais certaines couches de la population de la Commune IV ne semblent pas être du même avis que ces nombreuses formations politiques d'empêcher la liste Yéléma d'accéder à l'Hémicycle. C'est le cas des organisations religieuses musulmanes de la Commune, notamment l'Union nationale des associations de femmes musulmanes du

Mali (Unafem), l'Union des Imams et Erudits du Mali (UMama), les maîtres coraniques, l'association des jeunes musulmans, et autres regroupements dont Sabati 2012. En bloc, elles ont ainsi décidé de soutenir la candidature de la liste Yéléma. Une guerre de fauves est sans conteste attendue dans cette Commune. Sans risque de se tromper, l'on peut dire que c'est un bras de fer en vue entre religieux musulmans et partis politiques. Même si les protagonistes écartent cette hypothèse.

Et si l'effet Amadou Ouattara et Bocary Tréta joue en défaveur de Moussa Timbiné en Commune V ?

La bataille des géants est sans nul doute aussi attendue en Commune V aussi entre la liste RPM-APR de Moussa Timbiné arrivée en tête et l'alliance Adema-URD-ADP-MALIBA. Primo, le fait qu'il n'y a pas eu un écart considérable entre la liste de Moussa Timbiné et l'alliance Adema-URD-ADP-Malia. Secundo, pour qui connaît la capacité de mobilisation de l'Adema et de l'Urd lors des joutes électorales, associée à la montée en puissance de

l'ADPM-Maliba, la liste RPM-APR aura fort à faire pour gagner. Autre facteur à ne pas négliger lors ces joutes en Commune V, les multiples mésententes, de déstabilisations entre les différents barons du RPM. Qui ne se souvient pas des révoltes des populations de la Commune V contre le Maire Amadou Ouattara ? On soupçonnait certains membres influents du RPM de la Commune d'être derrière ces révoltes. Est-ce que le fait d'avoir mis à l'écart Bocary Tréta, président du RPM, et le maire Amadou Ouattara, secrétaire général du RPM, lors du choix des candidats du parti dans cette commune restera sans conséquence lors de ce second tour ? Cela ne va-t-il pas se retourner contre le RPM ? Autant d'interrogations qui auront certainement leurs réponses au soir du 19 avril 2020. Difficile donc de vendre la peau du loup avant de l'avoir abattu dans cette guéguerre démocratique.

L'affaire Birama Touré a-t-elle contraint Karim Kéita au second tour ?

Mis en ballotage aussi en Commune II du District de Bamako, la liste RPM-Adema-MPM sur laquelle figure Karim Kéita, fils du président de la République, et député sortant, croisera le fer avec celle de l'URD-ADP MALIBA-CODEM. La liste du fils du Président avait été créditée d'avoir mené la meilleure campagne. Mais ayant été surprise par la liste URD-ADP MALIBA-CODEM, arrivée en seconde position, le fiston national et ses colistiers sont contraints à un second tour. Cela dénote que

l'alliance RPM-Adema-MPM a toujours sur sa tête l'épée de Damoclès. Surtout que ces derniers temps, des voix s'élèvent contre une réélection de Karim Kéita. C'est le cas d'un collectif d'associations qui est monté au créneau, mardi dernier, pour barrer la route à Karim. En dehors de cette protestation, l'on se demande si l'affaire Birama Touré (journaliste disparu depuis 2016) dans laquelle le nom de Karim est cité était passé par là. Certaines notabilités de Bamako avaient d'ailleurs appelées à voter contre le fiston national lors du premier tour.

A Dioïla, Mamadou Diarrassouba pourrait payer cash sa grande confiance en lui

Le grand questeur de l'Assemblée nationale, non moins secrétaire chargé à l'organisation du bureau national du RPM, Mamadou Diarrassouba de Massigui, a pris le gros risque d'aller seul en compétition, sans alliance, à Dioïla, aux élections législatives de 2020. Mais sa grande capacité de mobilisation et sa popularité, et malgré que le RPM dispose de 13 maires sur les 23 que compte la région et plus de 150 conseillers sur les 409, n'ont pas suffi pour lui et à ses quatre colistiers (Mousokoura Samaké de Dioïla, Marie Noëlle Coulibaly de Béléko, Yiri Kéita de Fana et Issa Bafing Coulibaly de Banco) d'être élus dès le premier tour par les populations de Dioïla. Crédité de 43,01%, le RPM a été contraint au second tour par l'alliance Modéc, ADP-Maliba, URD avec ses 20,95%. L'espoir reste de mise pour la liste de Mamadou Diarrassouba au second tour avec ce large avantage sur ses rivaux. Mais l'histoire de Konimba Sidibé, président du MODEC, député sortant, parti sur liste propre en 2013, nous oblige d'avertir Mamadou Diarrassouba que rien n'est joué d'avance. Qu'il pourrait être battu à plate couture au second tour si les alliances venaient à être bien ficelées contre lui et ses colistiers, comme ce fut le cas contre Konimba Sidibé en 2013 avec l'alliance RPM/URD/Fare Anka Wuli/Adema-Pasj que lui-même pilotait.

■ **Hadama B. Fofana**

Maintien du second tour des législatives au Mali : Malgré les critiques



Les électeurs sont de nouveau appelés aux urnes ce dimanche 19 avril 2020 pour le second tour des législatives. Les autorités ont décidé de maintenir la date de cette échéance électorale malgré de vives protestations.

Après le premier tour des législatives maliennes du 29 mars 2020 qui a été émaillé de scènes d'enlèvement d'agents électoraux, d'urnes et d'attaques contre les civils dans le nord faisant plusieurs morts, ou encore le manque de dispositifs sanitaires adéquats dans les centres de vote pour faire face à la propagation du covid-19, les autorités maliennes ont tout de même maintenu le second tour de ce scrutin.

Ce scrutin est censé renouveler les 147 membres de l'Assemblée nationale. Un argument suffisant pour son maintien, selon le Chef de l'Etat Ibrahim Boubacar Keita.

“Je rappelle que la décision d'aller aux élections législatives n'est pas le fait du gouvernement de la République mais du Dialogue national inclusif qui a mené ses travaux en totale indépendance sans aucune interférence. Du reste, une forte majorité des partis politiques s'était prononcé pour le maintien de la date du premier tour à l'issue de la concertation entre celles-ci et le ministre de l'administration territoriale. Une telle décision du Dialogue national résulte d'une réflexion mûrie sur notre histoire immédiate, laquelle nous enseigne qu'en démocratie rien ne vaut la pleine légalité constitutionnelle ainsi que le jeu normal des

institutions”, a déclaré le président malien.

Le chef de file de l'opposition toujours absent Un scrutin qui se tiendra donc ce dimanche en dépit de l'enlèvement de Soumaila Cissé, chef de file de l'opposition qui a entamé ce mardi son 21e jour en captivité et d'une recrudescence des violences dans le nord et le centre du pays.

Dans un communiqué, le FSD (Front pour la Sauvegarde de la Démocratie) proche de l'opposition, déclare qu'aucune élection des députés n'est possible lorsqu'elle ne peut se tenir sur toute l'étendue du territoire national. Choguel Maiga, membre du FSD.

“Il y a des pays où on a annulé l'élection présidentielle, où on a annulé les référendums, où on a annulé le deuxième tour des élections qui étaient déjà programmées. La vérité c'est que, ce gouvernement tient à ces élections parce qu'il y a une assemblée qu'ils ont déjà préfabriquée, qui va venir majoritairement voter la nouvelle Constitution dont la finalité, nous en sommes convaincus, c'est d'organiser la partition du Mali.”

Le débat autour de la tenue des législatives de ce dimanche se tient au moment où le Mali a enregistré ce mardi 21 nouveaux cas au coronavirus, ce qui fait un total de 144 personnes infectées dont 13 décès et 34 patients guéris depuis l'apparition de l'épidémie au Mali le 25 mars.

■ **DW.com**

Aliou Coulibaly alias Faladiè Papis, grand Féticheur au Mali : “Le coronavirus existe... et nous, en tant que féticheurs, nous devons donner de bons conseils”

Face à la montée en puissance de la propagation de la pandémie de coronavirus au Mali, l'opinion nationale est partagée sur l'existence de COVID-19. Si certaines personnes sont conscientes du danger qui envahit nos pays, dont le Mali, d'autres compatriotes par contre, au nom d'une certaine croyance rejettent catégoriquement la présence du mal. Ce qui vaut cette interview du grand maître de la connaissance ancestrale africaine, Aliou Coulibaly, connu sous le nom de Faladiè Papis. Il retrace dans cette interview, son parcours, ses ambitions, mais surtout prodigue d'utiles conseils et appelle au respect scrupuleux des mesures de prévention telles que recommandées par le gouvernement. Lisez...



Le Combat : Qui êtes-vous ?

Faladiè Papis : Je m'appelle Aliou Coulibaly, communément, les gens aiment m'appeler Faladiè Papis. Je suis un "Soma" en langue bambara, qui signifie féticheur en français. Fils d'Ousmane Coulibaly et Fatoumata Fall, tous enseignants. Je suis enraciné dans la connaissance ancestrale en tant que féticheur.

Pouvez-vous nous retracer votre parcours depuis la scolarité à nos jours, et comment êtes-vous devenu guérisseur et pas des moindres ?

J'ai fait mon primaire à Sogoniko et sanctionné par un DEF à l'école fondamentale de la même école. Inscrit au lycée Badala, l'année 1993-

1994 sera une année blanche qui m'obligera de faire une orientation pour aller au centre Mabilé où j'ai obtenu mon baccalauréat, série langue littérature terminale (LLT). Ce qui m'a permis de m'inscrire à l'École normale d'Administration (ENA) où j'ai étudié les sciences juridiques pendant deux (2) ans. Malheureusement, la troisième année où je devrais m'inscrire en criminologie n'a jamais été faite jusqu'à ce jour. En réalité, le destin de l'homme est 100 fois plus vieux que celui qui le voit. Étant le deuxième fils de l'unique fils de mon grand-père, qui est mon homonyme, au moment où le grand-père mourait, il a dit à mon père que je serai le seul héritier de toutes ses connaissances ancestrales. C'est ainsi que jusqu'aujourd'hui je suis consacré en cet héritage. Bien avant cette décision, en 1987 déjà, j'étais initié à la

géomancie. Et mon premier maître de la géomancie s'appelle Bah Tiébilé Traoré. Et j'ai rencontré beaucoup de gens qui m'ont aidé à comprendre cette connaissance. Même si tu as tout, tu auras toujours besoin d'apprendre encore et comprendre, car la connaissance est vaste. Il faut faire un mélange pot pour pouvoir comprendre certaine situation de la vie. En matière de la vie, il faut toujours chercher et rechercher pour venir à bout de certains fléaux. Il faut toujours éviter d'avoir la fierté ou être dans la suffisance pensant que tu connais tous alors qu'en réalité tu ne connais rien.

Que pensez-vous de cette pandémie de coronavirus qui fait ravage dans le monde entier ?

Pour parler de la pandémie de coronavirus, je dois éclaircir certains points. Dans la vie il y a deux sortes de faits. Il y a des faits naturels et des faits osés. Pour chercher la solution à un problème, il faut d'abord situer ce problème, connaître son origine. Sinon je peux vous garantir qu'avant coronavirus, il y avait en Afrique ; coronadjiihadisme coronaSIDA, Coronaébola... et bien d'autres. Mais on n'a pas eu ces tapages médiatiques. Coronavirus a eu la malchance de commencer en Europe, alors qu'ils sont forts en médiatisation et surtout il respecte la personne humaine. Coronavirus est plus fort et est au-delà d'une simple maladie. C'est pourquoi moi je dis qu'on ne peut connaître que ce dont on a l'expérience. Étant donné que la maladie vient de l'Europe, alors la population doit adopter les mesures recommandées par les Européens qui maîtrisent mieux cette maladie que

nous. J'encourage tous à respecter les mesures barrières, tels que se laver les mains, utiliser le gel hydro alcoolique et porter le cache-nez. Nous ne pouvons en aucune manière négliger ce que conseillent les Européens. Par conséquent, nous, en tant qu'Africains, on peut en rajouter d'autres choses qu'on maîtrise chez nous. Il faut dire que c'est la première fois de toute ma vie de voir une maladie obligeant la fermeture des frontières. Les blancs savent de quoi il s'agit, c'est pourquoi ils ont peur.

Si cette maladie émanait de Dieu, tout ce que Dieu a créé, il a mis une solution en place. Bien que je ne confirme pas que cette pandémie a été créée, je pense que cette maladie est l'œuvre de Satan. Quand on prend le nom de cette maladie, Corona peut signifier couronne. C'est en quelque sorte la reine de toutes les maladies. C'est pourquoi je dis que c'est plus fort qu'une maladie, c'est au-delà d'une simple maladie.

Parlez-nous de votre fondation qui est en création

Je suis un fils de pauvre et j'ai souffert dans la pauvreté et cela m'a forgé des idées de ce qu'est la souffrance. Bien que je sois fils de deux enseignants, il arrivait qu'ils puissent passer à l'époque 3 à 6 mois sans salaires. J'ai fait un constat. En Afrique quand quelqu'un a subi la souffrance et qu'il sort de cette situation, au lieu de prendre des mesures pour aider les autres à ne pas vivre la même situation, ce dernier fait le contraire en menant une vie sans soucis pour montrer au monde qu'il est riche. Je ne voudrais pas de cela, c'est pourquoi quand j'ai eu la chance d'avoir un peu, j'ai eu l'idée de créer une association pour venir en aide aux personnes vulnérables et aux mendiants. Mon association est Ajidi Fonjidi (Association jikinè Dindi, Fondation Jikinè Dindi). Si vous regardez la souffrance des mendiants et leur patron Karamoko, la souffrance des filles domestiques qui parfois sont victimes de grossesses non désirées et parfois jettent les enfants, vous aurez un pincement au cœur. Beaucoup de personnes trouvent ces filles sanguinaires, mais ce sont les problèmes qui les poussent à poser de tels actes. Si certaines personnes vont au boulot, c'est parce qu'il y a une domestique qui travaille à la maison pour lui. Elles se lèvent tôt et se couchent tard, mais sont mal payées.

Lors d'une de vos interventions, vous avez dit : « L'eau n'est pas source de vie, mais c'est l'air qui est source de vie ». Que voulez-vous dire par là ?

Dieu nous a donné l'air pour respirer, c'est un tableau de donner et de recevoir, on ne peut même pas bloquer sa respiration pendant 5 minutes alors que nous pouvons rester 48 heures sans boire de l'eau.

Si notre air est pollué, c'est la vie qui devient contaminée alors que la maladie de coronavirus reste dans l'air. Que cela soit une maladie provoquée ou une émanation de Dieu, nous devons tout faire pour que l'air ne soit pas pollué. Il faut aussi dépolluer l'air pour rendre pur l'environnement de manière traditionnelle à travers certaines potions. On peut ajouter au lavage de main; la purification de l'environnement tels que les encens pour détruire le virus dans l'air.

Un autre précepte venant de vous ; « La connaissance africaine travaille avec l'obscurité ». Pouvez-vous nous en parler un peu plus ?

Moi je dis que Dieu a créé la lumière et l'obscurité. Il y a l'intermédiaire où les frontières entre la lumière et l'obscurité. Et l'homme doit rester dans ces deux frontières. La connaissance de la lumière c'est ce que nous avons appris à l'école et dans la société à travers les recherches dans les livres. Mais il faut aussi savoir que dans le passé, l'Afrique n'était qu'une brousse où l'homme avait comme ami le diable. Maintenant avec le développement l'on a les villes, les diables ont quitté, mais ils ont donné un pouvoir à l'homme de pouvoir rester en contact avec le diable à travers certaines formules ou des incantations magiques. Lorsque tu as un problème, tu peux à l'aide de cette formule faire appel aux diables pour son aide. C'est ainsi que l'obscurité et la lumière se sont mariées. Cette union permet à l'Africain de franchir certains obstacles. Quand tu es maître de l'obscurité, il y a beaucoup de choses que tu ne parviendras pas à expliquer comme tu le souhaites, car il y a des barrières que tu ne peux pas sauter. C'est en ce sens que je dirai que la pauvreté n'a pas trop dérangé l'Afrique. En Afrique on est social et c'est la pauvreté qui nous oblige à être social. On prie beaucoup, pas parce qu'on aime Dieu, mais c'est parce qu'on est pauvre et qu'on craint Dieu. On prie parce qu'on a peur de deux

choses. On a peur d'affronter la colère de Dieu et parce qu'on est pauvre. On ne nous apprend pas à aimer Dieu, mais à le craindre. Quand tu crains quelqu'un, sa présence te fait rester calme. Par contre si tu l'aimes, qu'il soit présent ou pas tu vas respecter ses consignes. C'est pourquoi je dis que les hommes n'aiment pas Dieu, mais le craignent.

Depuis le début de cette pandémie, les Maliens rejettent leurs frères et sœurs qui vivent dans les pays touchés par la pandémie. Est-ce de la méchanceté ou tout simplement de la crainte ?

Selon moi il y a les deux. Celui qui dit qu'il ne mange pas le chien, mais le vend pour utiliser l'argent a menti, c'est la même chose. Moi j'ai peur des conséquences de cette maladie plus que la maladie elle-même. Comment peut-on dire à quelqu'un qui vit au jour le jour de se confiner? Il y a "coronapauvreté" dans la chambre, il y a Coronavirus dehors, tu vas choisir. Tu seras obligé d'aller affronter la maladie.

Enfin, quel conseil prodiguez-vous à la population pour contrer cette maladie ?

Mon conseil, c'est de demander à la population de faire très attention. C'est une maladie qui existe et qui est plus forte que la maladie elle-même. Nous, en tant que féticheurs, nous devons donner de bons conseils. Je vous dis que c'est très bien souvent d'aller à l'école. La connaissance est trop vaste. Tu ne verras jamais un blanc de toute ta vie te dire qu'il a rêvé une termitière. Tout juste, cela ne fait pas partie de son expérience. Juste pour dire que ceux qui disent que cette maladie n'existe pas, c'est parce qu'ils ne connaissent pas grand-chose et ne cherchent pas non plus à connaître. C'est le problème de l'Africain, il se contente trop peu. Cette maladie vient de l'Europe. Alors, appliquons les mesures recommandées par les Européens d'abord et ensuite ajoutons ce qu'on a si possible. Si tu vois quelqu'un dire que ça n'existe pas, c'est qu'il ne connaît absolument rien ! À titre de témoignage, j'ai un ami qui vit à Paris, et qui a tous les symptômes du coronavirus, mais il a peur d'aller à l'hôpital. Il m'appelle pour demander de l'aide. Je lui ai conseillé d'aller faire d'abord le test.

■ **Propos recueillis par K. Komi**

Covid-19 au Sahel : Les remèdes pires que le mal ?



« Le coronavirus tue en deux semaines, la faim en une » : c'est l'une des nombreuses expressions en cours dans le Sahel. Les mesures prises par les États pour endiguer le virus créent de nouvelles crises se superposant à celles déjà existantes. Ou comment ajouter de la misère aux misères. Analyse pour Sputnik de Leslie Varenne, directrice de l'Iveris.

Une pétition signée par des intellectuels africains appelle l'Afrique à « inventer » ses propres modèles pour faire face au Covid-19. Or, pour l'instant, les chefs d'État d'Afrique de l'Ouest n'ont pas fait preuve d'originalité et se sont contentés de copier les mesures prises par les Européens, alors même que celles-ci connaissent des succès divers et très mitigés. Certes, les gouvernements ont tropicalisé leurs dispositions, la plupart des marchés ne sont pas totalement fermés, certains restent ouverts le matin, les confinements sont partiels et assortis d'une réduction de la mobilité et d'un couvre-feu. Il n'est pas aberrant de s'interroger sur l'efficacité d'un confinement à mi-temps. Quant à l'utilité d'un couvre-feu, alors que tout le monde investit la rue avant

l'heure dite, elle semble répondre à d'autres considérations que celle de lutter contre le coronavirus.

Légionnaire du 2e REP au Sahel

Il faut se rendre à l'évidence, le confinement est absurde en Afrique plus encore que nulle part ailleurs, il ne peut être respecté que par les élites et une partie de la classe moyenne. Le continent n'a pas d'autre choix que de parier sur l'immunité collective – facilitée par la jeunesse de sa population – en mettant à l'abri les anciens et les personnes à risque ce qui, compte tenu de la culture et de la solidarité familiale, se fait déjà spontanément. C'est d'ailleurs une des grandes leçons de cette épidémie mondiale : les peuples d'ici, de là-bas et d'ailleurs sont infiniment plus intelligents et plus sages que leurs dirigeants.

De Charybde en Scylla

Si l'efficacité de ces mesures n'est donc pas prouvée, leur corolaire est, lui, connu. Il réduit, voire rend impossible, l'économie informelle.

Ce sont donc les plus pauvres, ceux qui vivent au jour le jour, les vendeuses du marché, les chauffeurs de taxi, etc. qui s'appêtent à passer de la pauvreté à la misère. Dans le Sahel, cette situation est encore plus délétère puisqu'elle s'ajoute aux nombreuses difficultés liées à la crise sécuritaire.

Ils ne mouraient pas tous mais tous étaient frappés

Aux mesures précitées s'ajoute également la fermeture des frontières, qui perturbe fortement les transports routiers tant au niveau national qu'interrégional. Cela entraîne une diminution du flux de marchandises, notamment des produits agricoles, des semences et des engrais indispensables lors de la période de soudure de juin à août 2020.

Pour évoquer cette situation, les ministres de l'Agriculture de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao), du Tchad et de la Mauritanie se sont réunis en vidéo-conférence le 31 mars. Lors de ces échanges, personne n'a remis en cause les dispositions prises par les États, pourtant, le

Commissaire en charge de l'Agriculture, de l'Environnement et des Ressources en eau de la Cedeao, Sékou Sangaré, a reconnu leurs impacts négatifs d'ores et déjà tangibles:

«Hausse des prix des denrées de première nécessité, faible accès aux vivres des personnes vulnérables, chute drastique de la commercialisation des produits maraîchers périssables, renchérissement du transport, difficile accès aux semences, engrais, raréfaction et cherté de main-d'œuvre agricole», énumère-t-il.

Les conséquences sont donc douloureuses et cela aussi, Sékou Sangaré le reconnaît. Selon ses estimations, sans la crise sanitaire, 17 millions de personnes de la région auraient été touchées par une crise alimentaire et nutritionnelle lors de la période de soudure. Avec le Covid-19, ce sont «au mieux plus de 50 millions de personnes» qui seront impactées si «des mesures vigoureuses, pragmatiques et coordonnées ne sont pas mises en œuvre dans la région». Une nouvelle fois, ce seront les pays enclavés du Sahel, Mali, Burkina-Faso, Niger qui paieront le plus lourd tribut.

Pour être juste, la totalité de ces chiffres impressionnants n'est pas à mettre au compte des mesures prises par les États d'Afrique de l'Ouest qui subissent aussi la crise économique mondiale avec la réduction des exportations de riz venant d'Asie et d'autres céréales en provenance du Brésil et de la Russie. Car pour se prémunir des pénuries, certains pays ont déjà évoqué des quotas d'exportation, voire des interdictions.

Une pluie de milliards

Pour atténuer les effets économiques et sociaux des mesures qu'ils ont prises, les chefs d'État du Sahel francophone rivalisent d'initiatives. Ils promettent à leurs concitoyens des aides comme la réduction ou l'annulation de factures d'eau et d'électricité. À cet exercice-là, c'est Ibrahim Boubacar Keïta qui tient la corde: 500 milliards de CFA pour les mesures sociales; 100 milliards pour les plus vulnérables; le Président malien renonce à trois mois de salaire et son Premier ministre à deux... Le chef de l'État crée ainsi des attentes considérables dans une population qui n'en sera que plus déçue si jamais cet argent se perdait dans les limbes et qu'elle n'en voyait pas la couleur...

Qu'à cela ne tienne, si l'Afrique n'est pas sauvée par ses dirigeants, elle le sera par l'aide internationale. Antonio Guterres a déclaré, lors d'une interview sur France 24, qu'il souhaitait mobiliser 6.000 milliards de dollars à destination des pays du Sud et que le FMI avait la capacité de prêter 1.000 milliards de dollars! Et ce, au moment où les plus gros bailleurs enregistrent des chutes de leur PIB et voient se pointer une récession à deux chiffres. Le secrétaire général des Nations unies serait-il dopé à l'économie virtuelle?

Dépistage de coronavirus.

La France, elle, a promis 1,2 milliard d'euros, mais seuls 150 millions se présentent sous forme de dons, le reste est constitué de prêts aux pays ou aux banques. Lors de son allocution télévisée du 13 mars, dans un élan lyrique, Emmanuel Macron a aussi demandé que l'Europe annule les dettes des pays africains que

les pays de l'UE détiennent. Cependant les dettes d'État à État ne représentent qu'une petite partie du problème, ces créances étant majoritairement détenues par des privés.

L'Union européenne a annoncé qu'elle donnerait 15 milliards d'euros, toutefois ce n'est qu'une réorientation des fonds vers la lutte contre le Covid-19. Dans le même ordre d'idées, avec l'Union africaine, la France veut apporter une assistance sanitaire de 500 millions d'euros pour acheter des gants, des masques, des respirateurs, mais cet argent sera pris dans les caisses du fonds Sida. Ou comment déshabiller Pierre pour habiller Jacques? Avec le risque de détourner ou de monopoliser tous les fonds utiles à d'autres impérieuses nécessités –pour rappel le paludisme tue plus de 400.000 personnes par an, soit beaucoup plus que le Covid-19, alors que la catastrophe prédite n'arrive toujours pas, le virus poursuivant en Afrique sa lente ascension...

Mais qu'importe l'efficacité des mesures sanitaires et la réalité des mesures financières pourvu qu'il y ait l'ivresse de la communication. Les chefs d'État sahéliens jouent la carte Covid en espérant capter la manne internationale et sécuriser leur pouvoir grâce aux mesures liberticides que le virus leur offre sur un plateau. Les dirigeants des pays occidentaux, eux, déploient une énergie considérable pour essayer de démontrer que même atteints, ils continuent de compter, qu'ils restent aux avant-postes et ne laissent pas la Chine déployer seule sa Route de la Soie sanitaire.

■ Source Sputnik



Report du sommet Afrique-France : Pourquoi il ne faut pas «tuer» la ville durable

Cosignataire d'un appel pour que le 28e sommet Afrique-France soit reprogrammé au printemps 2021, Patrice Fonlladosa, ex-président du comité Afrique du Medef, explique à nos confrères de Sputnik France pourquoi le travail préliminaire effectué sur la «ville et les territoires durables» ne doit pas être perdu. L'entretien.

Le sommet Afrique-France de Bordeaux, initialement prévu du 4 au 6 juin, a été reporté sine die sur décision de l'Élysée. Les organisateurs ont fait savoir sur leur compte Twitter, le 14 avril dernier, que le sommet était définitivement annulé «mais qu'il serait repensé en vue de nouvelles initiatives en 2021». Dans le contexte actuel de priorité sanitaire, «il est en effet inimaginable que d'importantes délégations africaines et françaises puissent se déplacer en nombre et sans risque», ont affirmé pour leur part les signataires d'un appel à Emmanuel Macron pour que ce sommet soit reprogrammé au printemps 2021.

Qualifié d'«inédit, unique dans son choix décentralisé, prévu pour aborder les probléma-

tiques durables touchant les villes et les territoires», ce sommet revêt, selon les cosignataires de cette libre tribune publiée le 7 avril, «une importance toute particulière par ses objectifs économiques et écologiques». En plus des 54 chefs d'État et de gouvernement africains, un millier d'entrepreneurs africains et français ainsi que des innovateurs, des représentants d'associations, des sportifs de haut niveau et des artistes étaient attendus.

La plupart devait participer à la «Cité des solutions», l'un des trois temps forts de ce sommet. Conçu comme «une vraie ville dans la ville» et décliné en «sept quartiers thématiques» pour créer la ville de demain, ce salon professionnel visait, selon les organisateurs, «à exposer leurs savoir-faire, leurs solutions concrètes et leurs visions sur les questions de l'habitat, de l'énergie, de la mobilité, de la santé, de l'éducation, du financement, de l'étude, de la sécurité, des ressources, de l'agriculture, du sport».

Pour Patrice, Fonlladosa, directeur de la zone Afrique-Moyen-Orient de Veolia de 2013 à

2018, l'encombrement des agendas et, notamment, un certain nombre d'échéances électorales prévues d'ici à la fin de l'année dans plusieurs pays africains rendent difficile la tenue de ce 28e sommet Afrique-France avant le printemps prochain. Mais l'erreur serait d'y renoncer ou bien de vouloir en changer le thème «au détriment de l'immense travail déjà accompli et de l'importance de ce qui doit y être discuté pour changer la vie de millions d'Africains», estime-t-il.

Sputnik France: Pourquoi est-ce important que ce sommet Afrique-France de Bordeaux soit reprogrammé?

Patrice Fonlladosa: «Dès le départ, ses organisateurs ont innové en insistant sur les besoins quotidiens des populations africaines. Par son originalité économique et sociale, ce sommet est indispensable à la rénovation et à l'amélioration des relations économiques et politiques entre l'Afrique et la France, mais aussi à la valorisation de la Francophonie. C'est également une occasion inespérée de rénover des partenariats public-privé dans l'intérêt des populations, en fort accroissement démographique, où cette jeunesse de 450 millions de personnes de moins de 25 ans risque de ne pas accéder à un marché du travail saturé. La seule alternative, pour eux, c'est le secteur informel dont la prédominance est vé-



rifiée dans la plupart des villes africaines. Or, le but du sommet, c'est justement de discuter des villes et des territoires durables avec les principaux intéressés et, peut-être, de changer notre point de vue sur les ressources qu'offre ce secteur informel.»

Sputnik France: Comment expliquez-vous l'hésitation des responsables français à fixer une nouvelle date à ce sommet?

Patrice Fonlladosa: «L'encombrement de l'agenda de la fin d'année explique, sans doute, leur embarras. Il est difficile d'imaginer qu'un tel événement puisse avoir lieu au cours du dernier trimestre 2020. En effet, quatre élections africaines vont être organisées en octobre, novembre et décembre (Côte d'Ivoire, Niger, Ghana, République centrafricaine), en plus du sommet UE/UA d'octobre à Bruxelles. A un moment donné, il faudra se décider car nos amis africains veulent, eux aussi, savoir à quoi s'en tenir, et c'est d'abord eux qui président à leur avenir.»

Sputnik France: Au vu du très fort ralentissement de l'activité à l'échelle planétaire, ne va-t-on pas tout simplement annuler parce que le sommet est trop cher à organiser?

Patrice Fonlladosa: «À mon avis, ce serait une grave erreur. D'une part parce que la plupart des engagements financiers ont déjà été bouclés. La secrétaire générale, Stéphanie Rivoal, a visité beaucoup de pays africains, pendant un an, pour les associer et convaincre nombre d'entre eux –y compris leur secteur privé et associatif– de participer à l'organisation de ce sommet. D'autre part parce que ce serait vraiment dommage de balayer d'un revers de la main tout le travail déjà accompli en amont: que ce soit pour accéder aux services essentiels, financer ou structurer des projets mais aussi vivre dans la ville et, notamment, dans une ville connectée, s'y déplacer, l'aménager et l'embellir ou encore la nourrir. La ville reste essentielle, par exemple, en matière de santé publique.»

Sputnik France: Aurons-nous réussi à surmonter la pandémie d'ici là?

Patrice Fonlladosa: «Espérons-le, mais si tel n'était pas le cas, à nous d'adapter le format de cette rencontre aux circonstances du moment. Nous pourrions, par exemple, davantage privilégier le numérique pour un certain nombre d'ateliers et multiplier les webinaires ainsi que les visioconférences. Toutefois, même si une partie de l'activité du sommet pourrait être digitalisée, le contact personnel est indispensable. Dans ce genre d'événements, il est impératif que les gens se rencontrent pour créer des liens durables que l'amitié par écran interposé ne permet pas toujours.»

Sputnik France: Faudra-t-il privilégier la santé sur tous les autres thèmes?

Patrice Fonlladosa: «Le but est de remettre l'humain au cœur de nos problématiques. Si la rencontre est un élément important, les enjeux de santé le sont tout autant. Mais il ne faudra pas perdre de vue qu'au-delà des questions sanitaires, nous sommes en train d'assister à une précarisation d'une partie de l'humanité, surtout celle qui est déconnectée. L'autosuffisance alimentaire, avec le développement de filiales agroalimentaires, va devenir l'un de nos plus grands enjeux. Là encore, elle formatera la ville de demain.»

Sputnik France: Une conférence de l'IRIS (Institut français des relations internationales) posait la question, le 10 mars dernier à Paris, de savoir si ce sommet allait être «un énième sommet FrancAfrique». Le pensez-vous aussi?
Patrice Fonlladosa: «Non, ce ne sera pas un sommet pour rien pour toutes les raisons que j'ai déjà indiquées. Au contraire, par rapport à la nouvelle situation sociale inédite qui va émerger, jamais les besoins déjà criants en Afrique pour des services essentiels de base ne se feront autant sentir. Juste un exemple: la ville de Niamey (Niger) ne dispose en tout et pour tout que de cinq respirateurs. Elle n'a pas de réseau d'assainissement digne de ce nom et on peut craindre une totale désorganisation de ses services essentiels au sortir de cette pandémie.»

Sputnik France: Mais que craignez-vous vraiment?

Patrice Fonlladosa: «Tout le monde s'attend à ce que le Covid-19 ait des effets sur les éco-

nomies mondiales, et plus particulièrement en Afrique, où une inquiétude largement partagée fait redouter, au-delà des crises économiques, des crises sociales, migratoires et un impact sécuritaire. Il va donc s'agir de faire face ensemble car ce qui touche l'Afrique impacte l'Europe et le monde. La réalité des défis communs que cette crise pandémique aura éclairés seront encore plus évidente. C'est pourquoi ce sommet peut aussi participer à repenser et à rénover la place de la France dans sa relation avec les 54 États du continent africain et les Africains.»

Sputnik France: Que pensez-vous de la note récente du Centre d'analyse, de prévision et de stratégie (CAPS) du Quai d'Orsay concernant la nécessité de privilégier d'autres interlocuteurs en Afrique pour désamorcer les crises politiques qui se prépareraient?

Patrice Fonlladosa: «Les experts qui conseillent la diplomatie française semblent découvrir l'Afrique. Cela fait très longtemps que des grands groupes français comme Orange ou Veolia ont mis des Africains à la tête de leurs filiales locales, et c'est heureux. Nous devons coller aux réalités de terrain. Car la richesse se partage. Cela dit, bien sûr qu'il faut parler avec les forces vives des sociétés africaines. Nous, en Europe, nous avons oublié combien ces relais sont importants pour préserver la paix et maintenir la stabilité. Particulièrement dans une région comme le Sahel, déjà durement frappée par les vicissitudes climatiques et les attaques terroristes de toutes sortes qui désagrègent le lien social.»

Sputnik France: Vous ne pouvez pas nier, pourtant, un certain désamour de la France?

Patrice Fonlladosa: «Pour ma part, je n'ai ni honte, ni repentir par rapport à ce que fait la France en Afrique. Elle contribue énormément –et historiquement, elle l'a toujours fait– à la croissance de nombreux pays. Mais au lieu de toujours vouloir imposer ce que nous voulons pour l'Afrique, peut-être est-il temps que nous écoutions vraiment ce que les Africains veulent pour eux-mêmes. C'est à cela que le 28e sommet Afrique-France doit s'employer.»

Covid-19 : Le lourd tribut payé par les élus lors du premier tour des municipales en France



Plusieurs maires sont décédés après avoir été contaminés par le coronavirus pendant la campagne et lors du premier tour des élections municipales. Pour permettre aux mairies de continuer de fonctionner malgré tout, le gouvernement a dû prendre une ordonnance modifiant les règles du Code général des collectivités locales.

Dépouillement au soir du premier tour des élections municipales, dimanche 15 mars 2020, à Crépy-en-Valois (Oise), l'un des premiers cluster de Covid-19 en France. Les habitants de Saint-Brice-Courcelles, dans la Marne, n'en reviennent toujours pas. Quinze jours après avoir été réélu triomphalement au premier tour des municipales, leur maire sortant, une figure locale, Alain Lescouët, 74 ans, décède du coronavirus. Pour son adjoint, Alain Lalouette, il ne fait aucun doute que l'élu a contracté le virus le jour du scrutin, le dimanche 15 mars, alors qu'il tenait un bureau de vote avec lui. "Même si on avait mis en place les prescriptions du gouvernement pour les isolements et les distances, on était équipés de façon très sommaire", raconte-t-il à la cellule investigation de Radio France. "On a fait les élections à visage découvert. Pour les gens qui tenaient les bureaux, c'était comme en 14-18 sur le chemin des Dames, on était en première ligne !"

Résultat : l'adjoint ressent les premiers symptômes du Covid-19 dans les jours qui suivent

le scrutin. Mais il n'est pas le seul. "Une dizaine de personnes du conseil municipal sur dix-neuf ont aussi été infectées. Toutes avaient participé au scrutin", dit-il.

Six élus contaminés pendant le dépouillement

Dans l'Oise, à Tracy-Le-Mont, c'est l'adjoint du maire, Jean-Jacques Zalay, 67 ans, qui a été emporté le 31 mars. Lui aurait été contaminé au moment de la campagne municipale. "La semaine avant le premier tour, on avait distribué des tracts expliquant notre programme à la population. Il était assez fatigué, mais je n'ai jamais pensé au coronavirus", se souvient la maire Sylvie Valente-le-Hir. L'élu soutient

que les recommandations du gouvernement ont bien été suivies le jour du vote : "On avait du gel et des gants, les documents d'identité n'étaient pas touchés... Mais..."

Pendant le dépouillement, les distances de sécurité n'ont pas été respectées, nous étions moins nombreux, mais plus proches. Sylvie Valente-le-Hir à franceinfo

C'est justement à ce moment-là que l'élu remarque que son adjoint, Jean-Jacques Zalay, est en sueur, ainsi qu'un autre conseiller qui avait tenu un bureau de vote avec lui. "J'ai alors pensé au coronavirus", dit-elle, bouleversée. Quelques jours plus tard, ajoute-t-elle, "d'autres membres du conseil municipal qui ont participé au dépouillement avec mon adjoint ont été malades, ainsi que des personnes venues nous aider". Tous sont tombés malades, soit environ six personnes, dont une conseillère municipale qui a failli être hospitalisée.

Un scénario qui se reproduit dans toutes les régions

Ces élus ne sont pas des cas isolés. Selon nos collègues de France Bleu, le maire de Beurey-Bauguay (Côte-d'Or) est mort dix jours après le premier tour. Dans le Haut-Rhin, Jean-Marie Zoellé, 75 ans, réélu maire de Saint-Louis a succombé peu après le vote. Impossible de connaître le nombre réel de ces élus victimes. L'association des maires de France affirme ne pas avoir eu de remontées précises. Même réponse au ministère de l'Intérieur. Mais on retrouve des situations identiques dans de nombreuses autres communes. Ainsi, dans le Territoire de Belfort, Corinne Coudereau, maire sortante de Valdoie et candidate à sa réélec-





tion a été testée positive le 9 mars. Elle aurait été contaminée par un habitant venu la voir à sa permanence de campagne, après avoir participé au rassemblement religieux de Mulhouse, l'un des foyers de l'épidémie.

Dans le Nord, à Coudekerque-Branche, plusieurs assesseurs qui tenaient des bureaux de vote sont tombés malades, et 17 élus ont été infectés. Dans le Pas-de-Calais, à Hanzin-Saint-Aubin, David Hecq, le maire sortant battu, a été diagnostiqué ainsi qu'une de ses adjointes. Tous deux avaient tenu un bureau de vote le jour du scrutin. Même chose à Billom en Auvergne, où une assesseure a été contaminée et hospitalisée, selon nos confrères de France Bleu Auvergne.

À Caluire-et-Cuire, dans la métropole de Lyon, Claudio Parisi devait, quant à lui, présider un bureau de vote le dimanche 15 mars, mais il s'est désisté. "Quand j'ai vu qu'il y avait six bureaux (au lieu de trois habituellement) avec au moins trois personnes par bureau, soit 18 personnes dans une petite salle d'une trentaine de mètres carrés, j'ai refusé de rester, vu le

risque sanitaire. Je suis repassé quelques heures plus tard. C'était plein, et les mesures de distance n'étaient pas respectées."

Parmi les communes les plus emblématiques de ces contaminations, on peut encore citer Compiègne, dans l'Oise. Dans la semaine qui suit le premier tour, trois élus et trois employés de la mairie sont diagnostiqués positifs. Si tous sont aujourd'hui guéris, ils ont un point commun : ils étaient présents à la soirée organisée au soir du premier tour.

Au fur et à mesure que la liesse augmentait avec les résultats qui arrivaient, tout le monde se congratulait. Frederika Guillaume, journaliste à Oise Hebdo

Pendant ce temps, devant les caméras, le maire appelait avec gravité, la population à se protéger du virus. Dans une vidéo publiée sur le compte Facebook de la ville, et reprise par Oise Hebdo, où l'on voit derrière le maire les élus s'embrasser et trinquer. "Les gestes barrière ont disparu. Plus personne ne pensait au coronavirus", se souvient Frederika Guillaume. "Ce qu'on ne sait pas", ajoute-t-elle, "c'est

que le chef de la police municipale, qui participe à la soirée sera testé positif le lendemain. Que le directeur de cabinet, lui aussi présent dans la salle, va être dépisté positif la semaine suivante, de même que la directrice de communication de la ville, ainsi que l'adjoint à la culture, et le député Pierre Vatin".

Des contaminations aussi pendant la campagne

D'autres contaminations d'élus ont eu lieu durant la campagne. On le voit notamment à Crépy-en-Valois, toujours dans l'Oise (le département où un est décédé le premier Français qui ne s'était pas rendu dans un pays à risques). Bien avant le premier tour, le 1er mars, le maire sortant, Bruno Fortier, est dépisté positif. La campagne est alors suspendue, la commune confinée, les écoles, les cinémas, les lieux publics fermés, bien avant le reste de la France.

Selon l'Agence régionale de santé, il aurait pu être contaminé à la mi-février, lors d'un conseil des élus de la communauté de communes. Il sera donc confiné jusqu'au premier tour de l'élection inclus. Mais avant d'être testé, Bruno Fortier a croisé, et donc contaminé potentiellement, près d'une centaine de personnes : "j'ai vu régulièrement le personnel, les élus", explique-t-il aujourd'hui. "Tout le monde a été confiné, le directeur général des services de la mairie, le personnel administratif au rez-de-chaussée de la mairie (une trentaine de personnes) et également tous mes adjoints (huit) par mesure de précaution." Seront confinés aussi, à titre préventif, le directeur général de l'Agence régionale de santé et le préfet de l'Oise, qui avaient participé à une réunion de crise avec Bruno Fortier fin février.

À cela s'ajoute le cas d'un assesseur qui a tenu un bureau de vote lors du premier tour des élections à Crépy-en-Valois. Il a expliqué à la cellule investigation de Radio France qu'une semaine après le vote, il a ressenti des problèmes digestifs et a eu des nausées. "Mon médecin m'a dit qu'il avait pas mal de cas comme le mien et il s'est demandé si je n'avais pas été contaminé pendant le premier tour. Le protocole a été bien respecté, mais les distances ne peuvent pas l'être quand un électeur met son bulletin dans l'urne. Il est à moins d'un mètre de nous."



Une ordonnance pour assurer la continuité des services

Même s'il est impossible de chiffrer le nombre de maires victimes du scrutin, le nombre d'élus concernés a été tel que le gouvernement a dû publier une ordonnance le 8 avril, pour pouvoir assurer la continuité des services. "Quand le siège du maire devient vacant, il existe déjà un dispositif", précise Maître Juliette Viehl, avocate en droit des collectivités locales. "C'est le premier adjoint qui prend le relais. Mais normalement, l'intérim est de quinze jours avant qu'un nouveau maire soit réélu. Avec cette ordonnance, ce délai est prolongé jusqu'à la fin de l'état sanitaire."

On ne pouvait plus rien faire car on n'avait plus les signatures. On ne pouvait plus rien payer. Alain Lalouette, maire par intérim de Saint-Brice-Courcelles (Marne)

Ce nouveau texte a permis de débloquer les situations dans les mairies les plus touchées. C'est le cas à Saint-Brice-Courcelles. "Grâce à cette ordonnance, explique Alain Lalouette, l'ex premier-adjoint qui assure l'intérim depuis la mort du maire sortant, on a tout remis en marche. On peut tout du moins, gérer le tout-venant. Car les décisions importantes, ce sera le futur maire qui les prendra quand il sera élu." Alain Lalouette, gère en attendant qu'une solution pérenne soit trouvée. Il s'était retiré pour prendre sa retraite et jamais il n'avait jamais imaginé remplacer feu "Monsieur le maire".

Le rôle des scientifiques

Pourquoi donc, dans ces conditions, le gouvernement a-t-il maintenu le premier tour, alors même qu'il fermait les bars, restaurants, les théâtres et les cinémas ? Pour le comprendre, il faut revenir sur ce qui s'est joué en coulisses, à l'Élysée, le 12 mars dernier. Ce jour-là, les dix membres du conseil scientifique Covid-19, arrivent à 10h30. Ils s'assoient du même côté de la grande table du Conseil des ministres, face au Président de la République et à ses collaborateurs. Ils expliquent à Emmanuel Macron pourquoi le nouveau coronavirus risque d'engorger les services de santé. La France ne réalise pas encore ce qui est en train de se passer, disent-ils au Président.

À cet instant, ce dernier est ébranlé. Il n'exclut



pas un report du vote. À 13 heures, les experts ne quittent pas le palais. On leur apporte des plateaux repas, après quoi ils se retrouvent à huit clos pour répondre à la question suivante : y a-t-il des arguments scientifiques plaidant en faveur de la suppression du premier tour des élections municipales ?

Pendant qu'Emmanuel Macron consulte les présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat, ainsi que d'autres personnalités politiques qui plaident majoritairement pour un maintien du scrutin, les scientifiques débattent. La discussion est franche, "cash", nous a-t-on confié. Certains interviennent spontanément. D'autres réclament la parole. Le président Jean-François Delfraissy veille à ce que chacun puisse préciser sa pensée. Il recherche un consensus qui peu à peu va se dégager autour de deux arguments.

D'un côté, les experts membres du corps médical considèrent qu'à partir du moment où l'on permet à la population de sortir en respectant des mesures barrières, il n'existe aucun argument scientifique permettant de considérer que le premier tour aggraverait la situation, à condition que soient imposées une distanciation sociale, l'absence de contact, une file dédiée aux personnes à risque, et la présence de gel hydroalcoolique.

Le risque d'un séisme politique et médiatique

Mais un autre argument, beaucoup moins scientifique, va aussi être avancé. Il est essentiellement développé par les experts en sciences sociales du groupe (anthropologues et sociologues notamment). Ces derniers font valoir qu'une annulation du premier tour des élections, risquerait d'entraîner un séisme po-

litique et médiatique qui détournerait l'attention des Français de la menace qui pèse sur eux. Si la presse titrait sur la confiscation du scrutin par le chef de l'État, la polémique enflerait, expliquent-ils, l'opposition s'en emparerait, et les messages de mobilisation de l'opinion sur autour du Covid-19 deviendraient inaudibles.

À 16h30, Édouard Philippe rejoint le groupe. Il est accompagné du ministre de la Santé, Olivier Veran, et d'Alexis Kohler, le secrétaire général de l'Élysée. Le comité lui fait alors part de son avis. À 18h30, les informations remontent à Emmanuel Macron. Dans son allocution en direct à 20 heures, le chef de l'État dira : "J'ai interrogé les scientifiques sur les élections municipales. Ils considèrent que rien ne s'oppose à ce que les Français, même les plus vulnérables se rendent aux urnes". Ce soir-là, il ajoute : "Je fais confiance aux maires et au civisme de chacun d'entre vous. Je sais aussi que les mairies et les services de l'État ont bien organisé les choses."

Le 16 mars, il remerciera "les services de l'État, les mairies, l'ensemble des services des mairies, tous ceux qui ont tenu les bureaux de vote et qui ont permis l'organisation de ce scrutin." Des élus et des électeurs ont pourtant bien été contaminés ce jour-là. Mais au sein du conseil scientifique, on assume. "On est parti du principe que les élus étaient des gens responsables", justifie aujourd'hui un de ses membres. "Les hommes politiques s'engagent à piloter une commune. Ils occupent des fonctions importantes. Ils sont censés mettre en place et faire respecter les mesures nécessaires. S'ils ne l'ont pas fait c'est inquiétant."

■ Source: FRANCEINFO

Championnats : Quelles dates de reprise ?



A lors que les principaux championnats européens sont à l'arrêt depuis plus d'un mois pour cause de pandémie du coronavirus toujours en progression, leurs responsables planchent plus que jamais sur des dates de reprise.

« Nous voulons terminer, probablement à huis clos. (...) Je peux vous assurer qu'aucun championnat important n'a l'intention d'annuler sa saison ». Ces affirmations du Président de la Liga (championnat espagnol), Javier Tebas, datent de la semaine dernière. Au cours d'une vidéo-conférence de presse, il donnait même quelques dates de reprise possibles. « Nous sommes en train de considérer l'idée de rejouer en Espagne et dans d'autres pays européens le 29 mai, ou alternativement le 6 juin ou le 28 juin. Si nous commençons la Liga le 28 mai, la Ligue des Champions se jouerait en

juillet. Si nous commençons le 6 juin, toutes les compétitions se joueraient jusqu'au 31 juillet. Et si nous commençons le 28 juin, la Liga se jouerait en juillet et la Ligue des Champions en août ». Mais le lundi 13 avril, la Commission déléguée de la Liga, chargée de gérer les championnats professionnels de football, a répété « toute décision sur le retour à la compétition sera soumise aux dispositions adoptées par les autorités sanitaires ».

En Angleterre, la Premier League prévoit une reprise en juin ou juillet. Les matchs se joueraient à huis-clos et le stade de Wembley accueillerait les rencontres. Jusqu'à trois ou quatre par jour, pour ce qui est présenté comme un « méga-événement télévisuel ».

En Italie, foyer de la pandémie en Europe, une reprise courant mai est évoquée. Elle se ferait en deux phases, selon le Président de la Fé-

dération italienne de football, Gabriele Gravina. « Nous entamerons, je l'espère, fin avril, des tests pour nous assurer que les joueurs sont négatifs au virus. Nous passerons ensuite à la deuxième phase, la reprise de l'entraînement ». Le bout du tunnel

Parmi les championnats, l'allemand semble le plus prompt pour une reprise bientôt. Le 9 mai, selon la presse locale. Une réunion se tiendra le 17 avril pour entériner ou non cette date. Plusieurs clubs de Bundesliga ont déjà repris le chemin de l'entraînement, comme le RB Leipzig, le Bayern Munich ou le Borussia Dortmund. En France, la date du 17 juin est évoquée pour le redémarrage de la Ligue 1.

■ **Boubacar Sidiki Haidara**



Bélier (21 mars - 19 avril)

La Lune vous incite à voir plus loin que le bout de votre nez. La motivation n'est pas au rendez-vous, mais les opportunités oui. Il suffira d'un peu de bonne volonté et tout ira bien. Vous pouvez évoluer si vous le souhaitez vraiment. Il y a quelques occasions à ne pas manquer aujourd'hui. Ami Bélier, votre budget pourrait nettement s'améliorer si vous écoutez attentivement les avis de personnes de confiance, comme par exemple votre banquier ou un conseiller de patrimoine.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Vous pourriez être un peu surmené au travail, il est vivement conseillé de lever le pied. À vouloir être sur tous les fronts, votre corps a envie de dire stop ! Écoutez-le, et déléguiez un peu. Votre résistance a ses limites, la preuve aujourd'hui ! Il n'y a pas de soucis d'argent, il y a simplement une tendance à trop vous éparpiller ! Vous pourriez subir les conséquences de dépenses faites ces derniers temps, peut-être un voyage. Adoptez un comportement plus rationnel, comme vous savez le faire.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Saturne vous invitera à supporter des responsabilités. Votre réputation étant engagée, vous ne pourrez ni vous écarter ni vous soustraire des charges imposées. Vous devrez être vigilant, scrupuleux et vous ne pourrez apporter votre touche personnelle. Comme cela peut vous arriver parfois quand vos comptes affichent bonne mine, vous aurez tendance à dépenser votre argent dans des futilités. Malgré un Jupiter qui vous invitera à plus d'austérité, vous suivrez les idées loufoques de Vénus chez vous.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Jupiter facilite vos conditions de travail, que vous soyez en recherche d'emploi ou pas, aujourd'hui, vous recevez des appuis solides et durables. La stabilité revient enfin. Votre seul challenge : récupérer votre confiance en vous. Courage ! Aujourd'hui, focus sur le budget, on compte, on recompte, on place et on déplace d'un compte à un autre. Grâce à un regard neuf sur la situation, vous optimisez votre gestion, si nécessaire, vous pointez toutes vos dépenses jusqu'aux centimes.



Lion (22 juillet - 23 août)

Il risque d'y avoir des petites difficultés au travail, les astres vous conseillent de faire attention où vous mettez les pieds. Vous pouvez faire face à de la jalousie ou tout simplement connaître une baisse de motivation handicapante. Les planètes vous obligent à calculer au plus près. Aujourd'hui, cher Lion, un sou est un sou. Vous oubliez les grosses dépenses, vous avez des efforts à faire, certaines charges de la maison plombent votre budget. Les finances sont fragiles.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous profitez de cette journée pour rattraper le travail en retard que vous avez accumulé depuis un certain temps. Et vous décidez de ne plus remettre au lendemain ce que vous pouvez faire le jour même ! D'ailleurs, cela ne vous ressemble pas ! Votre intelligence gère parfaitement bien votre budget. Vous pourriez récolter les fruits de votre travail, un bel équilibre financier est trouvé. Attention toutefois aux excès causés par Jupiter, levez le pied sur les dépenses en ce moment.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Cela ne sera pas tant les directives imposées qui vous contrarieront, mais la façon dont elles seront formulées. Vous y verrez une manière délibérée de vous rabaisser devant vos collègues. Pesez bien vos mots avant d'écrire vos plaintes à qui de droit. Vénus en Gémeaux générera votre productivité et les petits coups que vous pourriez réaliser pour gagner de l'argent, comme obtenir une prime, ou toucher un bénéfice sur une vente. Vous serez très malin et Mercure vous rendra habile en la matière.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous avez besoin de self contrôle, en effet, des personnes mal intentionnées pourraient nuire à votre travail, gardez un œil, car elles pourraient essayer de vous ralentir, montrez-leur que vous êtes plus fort et plus malin, ça les calmera. Cher ami Scorpion, si vous prêtez de l'argent à une personne, veillez à prendre certaines dispositions pour ne pas avoir à le regretter par la suite. Si possible, signez un accord commun, ça peut vous protéger en cas de futur désaccord.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous planifiez vos diverses activités en fonction de votre planning de travail et surtout de vos envies du jour. Tant que vous pouvez vous l'autoriser, pourquoi vous en priver ! Cependant, vous restez concentré sur vos objectifs sans sauter d'étape. Un mélange de lucidité et de prudence vous permet de faire des petites économies. Vous pensez juste, vous demandez conseil auprès de personnes de référence, cela vous offre la chance de doubler vos gains. Persévérez, vous tenez le bon bout !



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vénus apporte au domaine professionnel une certaine harmonie, qui vous fait défaut pendant cette journée. Ce sentiment d'infériorité que vous ressentez vous rend nerveux, mais vous ne laissez rien paraître auprès de vos collègues. Vous parvenez à les éviter. Vous décidez de faire vos comptes, et ce que vous voyez vous met de bonne humeur. Mercure vous apporte d'excellentes dispositions intellectuelles et ça vous permet de jongler correctement avec vos finances. Vos bonnes initiatives du moment sont récompensées.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Les astres vous bousculeront et si vous êtes en poste, on vous proposera, voire imposera des fonctions et vous ne serez pas d'accord avec les modifications apportées à votre contrat. Vous parviendrez à avoir gain de cause après d'âpres discussions. Vous constaterez un affaiblissement ou une instabilité dans vos revenus alors que vous aurez un rappel de charges à payer. Vous devrez revoir votre budget, car vous serez confronté à une nouvelle donne qui nécessitera une autre distribution financière.



Poisson (19 février - 21 mars)

Si vous êtes en recherche de partenaires, vous risquez de vous heurter à des petites difficultés, cependant aujourd'hui, les astres feront tout pour vous faciliter la vie, même si de votre côté, vous avez encore quelques efforts à faire. Ce n'est pas aujourd'hui que vous vous attarderez sur vos comptes, pas envie ou tout simplement peur de voir votre situation bancaire s'effondrer. Rassurez-vous, vous n'en êtes pas là, cependant un petit coup d'œil rapide est recommandé.

UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



BDU - BF
BURKINA FASO



BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE



BDM FRANCE
FRANCE



BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



BDM SA